

QUATRIÈME SUITE
DES
CONSIDÉRATIONS
SUR
QUELQUES PARTIES
DU
M É C H A N I S M E
DES SOCIÉTÉS.

Par le MARQUIS DE CASAUX,
DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE LONDRES, ET DE
CELLE D'AGRICULTURE DE FLORENCE.

*If Men would be content to graft upon Nature, and assist her
operations, what mighty effects might we expect !*

SPECTATOR.

Si les Hommes vouloient se borner à greffer sur la Nature,
& aider ses opérations, quels puissans effets nous pourrions
en attendre !

LE SPECTATEUR.

A L O N D R E S,
De l'Imprimerie de T. Spilsbury, Snow-hill.
Se trouve chez P. ELMSLEY, dans le Strand.

M.DCC.LXXXVIII.



T A B L E
D E S M A T I È R E S.

| | Page |
|---|------|
| <i>P</i> R E F A C E - - - - - | v |
| <i>Changement de scène en Angleterre, qui démontre l'adoption du grand principe de la nullité des dettes nationales, établi dans les</i> C O N S I D É R A T I O N S S U R L E M É C H A N I S M E D E S S O C I É T É S - - - - - | i |
| <i>Idées Américaines sur la balance du pouvoir en Europe</i> - - - - - | 20 |
| <i>Avantage des Ministres Anglois. Les Ministres François viennent de l'acquérir. Principe national de la France mis en activité. C'étoit le seul moyen qui pût rendre ce royaume florissant dans son intérieur & respectable au dehors, en lui assurant la place que la Nature lui assigne parmi les nations</i> - - - - - | 30 |
| <i>Réflexions sur les avantages qu'on suppose attachés exclusivement à l'exaëtitude de la représentation proportionnelle dans les Assemblées Nationales</i> - - - - - | 39 |

| | |
|--|-----|
| <i>Réflexions sur les prétendus ravages occasionnés par la manie du séjour des capitales</i> | 45 |
| <i>Effets de la substitution du luxe des petites jouissances au luxe de la grande représentation. Circulation de la richesse qui augmente à mesure qu'elle se subdivise. Première époque de la subdivision</i> | 72 |
| <i>Emploi différent des épargnes entassées par les préposés</i> | 82 |
| <i>Seconde époque. Nouvelle subdivision des richesses; nouveaux capitaux ajoutés aux anciens; augmentation de revenu réel pour tous</i> | 89 |
| <i>Projet qu'il suffiroit de rapprocher de bien d'autres pour les réduire à leur vraie valeur</i> | 104 |
| <i>Perspective bien différente. Moyen infailible de la réaliser, même dans le tems de la plus profonde paix</i> | 124 |
| <i>Idee fort singulière, mais assez préparée pour qu'on puisse la hasarder</i> | 132 |



P R É F A C E.

CEUX de mes Lecteurs qui n'ont pas oublié l'enthousiasme prophétique dans lequel je m'écriois à la fin de ma *Seconde Suite*,—*Je remonte sur le trépié sacré,—bientôt on verra par-tout qu'il n'est rien tel que de croiser les races pour former la plus intéressante famille possible de tout le genre humain*,—ces Lecteurs, dis-je, ont probablement senti un mouvement de compassion lorsqu'ils se sont représenté la figure que je devois faire sur mon trépié au mois d'Août, de Septembre, & d'Octobre de l'année dernière. Un sentiment de compassion est toujours pénible, malgré la petite douceur de la prétendue réflexion qui en diminue, dit-on, l'amertume; je dois donc me hâter de leur dire que j'étois alors aussi ferme & aussi tranquille sur mon trépié, que si j'avois eu parole des deux ministères dont j'avois le plus à craindre, relativement à ma prophétie.

Cependant, en vérité, je n'avois de leur part aucune assurance, & pas un seul espion dans les deux cabinets.

Mais j'avois calculé d'abord l'étendue & la valeur du terrain hollandois (*déduction faite des dépenses indispensables pour son existence*), ensuite le nombre des habitans qui paient ces dépenses & tiennent d'ailleurs au terrain par les racines & la qualité des plantes dont il est chargé,—les seuls habitans sur lesquels, *dans un pareil pays*, on peut raisonnablement compter, *satisfaits ou non* ;—& j'avois trouvé qu'après la petite querelle de famille qui s'y étoit élevée, toute la *Hollande* ne vaudroit pas le quart des 200 millions sterling qu'il en coûteroit infailliblement, tant à ses capitalistes, qu'à la *France* & à l'*Angleterre*, pour cette belle expédition ;—on voit que je supposois que les possessions *Hollandoises* dans les *Indes*, eussent été, à la paix, divisées de manière que la plus mal partagée des trois Puissances n'eût pas voulu, ou, pour mieux dire, n'eût pas osé réfléchir hautement sur le partage.—

Ensuite j'avois observé que malgré les plaintes amères de beaucoup de Négocians *François* contre

le traité de commerce avec l'*Angleterre*, ce traité subsistoit toujours, & deviendrait infailliblement, GRACES A LA NATURE DES CHOSES, d'un avantage inappréciable pour les deux nations ;—je n'ignorois pas qu'il s'étoit élevé un grand nombre de difficultés entre les Marchands *François* & les Commis des douanes *Angloises*, — mais je voyois qu'il n'y avoit pas une de ces difficultés dont l'examen ne fût *implicitement* stipulé dans le traité, puisque le traité posoit *explicitement* sur cette base infaillible—*réciprocité d'avantages*, & que même en supposant que ces paroles sacramentelles eussent été oubliées, il eût été absurde, dans notre siècle, de ne pas les sous-entendre. Je ne me dissimulois point que pour tromper le peuple, qu'on prétend encore, bien fausement aujourd'hui, devoir l'être par-tout, on avoit bien pu lui dire à *Londres*, que le traité étoit tout à l'avantage de l'*Angleterre*,—& à *Paris*, qu'il étoit tout à l'avantage de la *France* ;—mais le bon sens le plus ordinaire suffisoit dans les deux pays, pour sentir qu'il étoit physiquement impossible, qu'il subsistât, s'il n'étoit pas finalement aussi avantageux à l'une qu'à l'autre : —d'où je conclusois que celle des deux nations qui seroit lésée par quelque clause mal expliquée ou devenu illusoire en conséquence de réglemens

intérieurs, antécédens ou postérieurs au traité, ne manqueroit pas de le représenter avec franchise comme cela se pratique entre honnêtes gens, & que l'autre accorderoit, sans doute, ce qu'il seroit injuste de refuser.—

Enfin je ne pouvois pas douter (puisque beaucoup de papiers publics *Anglois* en donnoient la note), de l'immensité des envois de marchandises *Angloises* en *France*;—comment supposer que l'*Angleterre* s'engageroit dans une guerre qui priveroit ses manufactures de cet immense débouché, à moins de faire précéder cette guerre d'un traité aussi sage, aussi beau, que celui du grand *Frédéric* avec les États-unis de l'*Amérique*, traité dans lequel il est stipulé que tout ce qui intéresse l'agriculture & le commerce (*qui ne peuvent avoir que des barbares pour ennemis*), n'entrera pour rien dans les différens des deux Puissances? mais si un semblable traité fait partie des projets du Cabinet *Britannique*, il ne l'a certainement pas encore communiqué aux gazetiers de l'*Angleterre*; car ils prétendent au contraire que l'idée d'une neutralité armée en tems de guerre pour garantir d'insulte tout ce qui est neutre, suffit pour y faire tomber tous les grands politiques en syncope.—

On dira peut-être que j'oublie la meilleure de mes raisons, la raison péremptoire, la raison qui m'eût dispensé de toutes les autres, savoir, l'impuissance où se trouvoit la *France* d'entreprendre une autre guerre :—

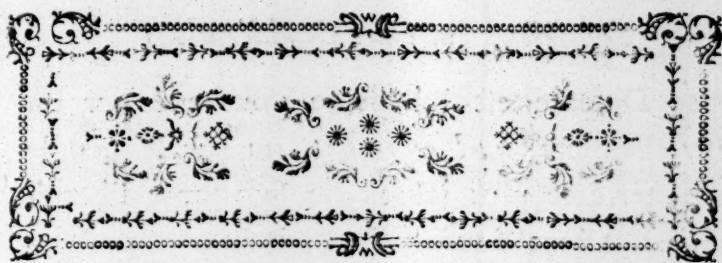
Je n'ai point allégué cette raison, parce que je la crois très-mauvaise, quoique de grands politiques la regardent comme la seule qui puisse me raffermir encore quelques instans sur mon trépié : d'ailleurs, en l'admettant, je croirois faire une satire très-amère des procédés qui ont eu la sanction nationale, & des dépenses additionnelles & annuelles qu'on va faire pour une augmentation de troupes & de fortifications ;—augmentation jugée plus nécessaire *depuis, qu'avant* l'exhibition de nos forces, & la prétendue démonstration de la foiblesse de notre rivale.—Non, je ne doute nullement que le Ministère *Anglois* n'ait été pleinement convaincu des ressources de la *France*, s'il étoit nécessaire qu'elle en fît usage. Mais comme j'ignore les motifs de cette conviction du Cabinet *Britannique*, & qu'un simple particulier doit motiver la sienne lorsqu'il ose en faire part au Public,—je dirai qu'il me semble que l'apparence même de cette prétendue impossibilité où la *France* étoit de faire la guerre, eût cessé à l'instant où son Roi

auroit convoqué les États-généraux, pour en exposer la nécessité & leur en demander les moyens ; je dirai même que j'en suis sûr, parce que j'étois à *Paris* dans le tems de la fermentation, & que j'ai entendu parler beaucoup de gens à argent, *qui ne croient pas plus que moi aujourd'hui à la possibilité d'une banqueroute nationale.*— On n'imaginera pas non plus qu'un Prince qui se détermine à convoquer les États-généraux en tems de paix, n'eût pas été capable de les convoquer pour la guerre, s'il avoit plus aimé la gloriole que la gloire, la guerre que son peuple ;—& dans cette supposition, au lieu de les annoncer pour trois ans, ensuite pour deux, il les eût convoqués sur l'heure.—J'en aurois été bien fâché ; car malgré toutes les sublimes assertions que j'ai entendues ou lues depuis mon retour en *Angleterre*, je suis si convaincu qu'il ne peut y avoir que le projet le plus absurde & le plus impraticable *aujourd'hui*, qui puisse désormais s'opposer à la correspondance la plus intime entre les deux nations ;—je suis si convaincu que cette correspondance, établie sur le grand & seul raisonnable principe de la RÉCIPROCITÉ D'AVANTAGES, sera une source intarissable de vraies richesses pour l'une & pour l'autre ;—je suis si convaincu que sans cette correspondance, ni l'une ni l'autre ne parvien-

dront jamais au point de gloire, de prospérité, & de félicité, qui leur est destiné par la Nature ;— je suis si convaincu que le repos de l'*Europe* & le bonheur de tout le genre humain dépendent absolument & exclusivement de cette correspondance,—que je me dévouerois de toute mon ame au ressentiment de celle des deux nations, qui seroit capable (si l'on pouvoit le supposer) de s'offenser des idées que je croirai nécessaire de développer pour démontrer l'absurdité de tout autre projet, & livrer toutes les chimères qui s'y opposent, au mépris de tous les calculateurs, & à l'exécration de tous les gens de bien.

Il est fâcheux qu'un pareil sujet soit si longtemps dédaigné par les grands écrivains des deux nations. On dira sans doute qu'en *Angleterre* un grand écrivain peut prétendre à tout, mais qu'il ne parviendra jamais à rien, s'il ne commence par se ranger très-humblement sous les drapeaux soit du Ministère soit de l'Opposition,—& que dans ce pays d'ambition comme de liberté, l'écrivain ambitieux n'a que la ressource humiliante de l'anonyme pour hasarder sans inconvénient une couleur différente de celle que ses chefs de file jugent à propos d'arborer :—soit donc en *Angleterre* une raison suffisante pour ne rien dire sans l'aveu d'un chef

de file.—Mais en *France!* en *France*, où le plus grand écrivain ne peut raisonnablement prétendre qu'à la gloire d'être un grand écrivain,—pourquoi ne pas écrire sur cette matière? pourquoi l'abandonner à la plus mince capacité?—Je dis, à la plus mince capacité, la plus sincèrement confessée telle, malgré ces mots pompeux tant de fois répétés,—*je vais prouver,—je viens de démontrer,—l'évidence*, &c. Les expressions les plus affirmatives comme les plus humbles ne doivent jamais en imposer;—l'auteur le plus modeste cherche à séduire, le plus téméraire ne se flatte que de forcer l'attention, le plus pardonnable croit mériter qu'on l'écoute, le plus infailible se trompe souvent sur les moyens d'y parvenir,—& le plus confiant d'eux tous, n'est sûr d'avoir raison que lorsque tout le monde se range de son avis, *après que cet avis a été bien discuté*. Oh! la discussion, la discussion!—rien, rien, jamais la vérité sans la discussion.



QUATRIÈME SUITE DES
CONSIDÉRATIONS
SUR DIFFÉRENTES PARTIES
DU MÉCHANISME
DES SOCIÉTÉS.

*Changement de scène en Angleterre qui démontre
l'adoption du grand principe de la nullité des
dettes nationales, établi dans les CONSIDÉRA-
TIONS SUR LE MÉCHANISME DES SOCIÉTÉS.*

IL n'a donc tenu qu'à un fil, que la sagacité politique ait mis l'*Europe*, l'*Asie*, l'*Afrique*, & l'*Amérique* en feu, pour éteindre une étincelle dans un pays forcé par son intérêt à être neutre s'il est libre, & condamné par la nature à être nul s'il est gouverné par un Despote,—sur-tout

si ce Despote est lui-même gouverné par un autre Despote, *quel qu'il soit*, ou par le peuple de la terre le plus jaloux de sa propre liberté. Mais oublions pour quelques instans cette sagacité politique, qui met certainement ici le bon sens en défaut : supposons un observateur impartial, qui réfléchiroit sur la situation des meilleurs esprits en *Angleterre*, lorsque la dernière paix eut fixé toutes les idées SUR LE PRODUIT d'une guerre qui venoit de coûter cent millions sterling à la nation, & exigeoit une addition annuelle de cinq millions sterling à sa dépense ; — un tel observateur pourroit-il croire qu'un Ministère choisi pour réparer le mal, reconnu pour s'occuper essentiellement de cet objet, & justement vanté par son économie, se fût déterminé, *sans les raisons les plus péremptoires*, à courir visiblement le risque d'une nouvelle guerre, qui eût infailliblement coûté à la nation au moins cent millions sterling de plus, — & qui l'eût chargée annuellement (si l'on eût suivi les mêmes principes) de cinq millions de nouvelles taxes ? — Non, il ne le croiroit pas.

D'un autre côté pourroit-il croire que le Prince qui règne *aujourd'hui* en *France*, secrètement déterminé par une ambition forcenée à sacrifier le bonheur de ses peuples dont il paroît

soit plus occupé qu'aucun autre Potentat de l'*Europe*, & méditant une guerre qui chargeroit son peuple de cent millions tournois de nouvelles taxes annuelles,—eût exposé à toute l'*Europe* l'impossibilité de songer à aucune guerre avant qu'une économie de dix années & une régénération absolue dans toutes les parties de l'administration, eussent rempli un déficit de cent autres millions, qu'un Ministère un peu habile pouvoit encore dissimuler pendant quelques années ?—Non, il ne le croiroit pas.

Mais plus occupé de l'avenir qu'étourdi du passé, mon observateur verroit avec plaisir au travers de ces profondeurs politiques, que ces vieilles idées de nécessité prochaine ou éloignée de la banqueroute *Angloise*, sont enfin reconnues aussi absurdes & aussi ridicules, qu'elles étoient universellement adoptées comme lumineuses & irréfragables avant qu'on eût fait quelque attention à ce mécanisme admirable qui embrasse, régit, & *balance* tout dans la société ;—à ce mécanisme au moyen duquel *le simple ressort de l'intérêt personnel dans chaque individu, suffit, LORSQU'IL A TOUT SON JEU, pour opérer cette action & réaction de chaque partie de la société sur toutes les autres,—rétablir bientôt cet équilibre général qui produit l'avantage de toutes,—*

*réparer peu à peu toutes les fautes des administrations les plus vicieuses,—ET COMBLER INSENSI-
BLEMENT TOUTES CES PETITES ORNIERES
DE TAXES DONT ON CROYOIT LAISSER L'EM-
BARRAS A LA POSTERITE'. (Confid. sur
le Méch. des Sociétés).*

Il verroit avec plaisir que si la plus grande partie de la nation n'est pas encore invitée à s'initier dans la connoissance de cette opération fourde, infaillible, & salutaire de la nature,—tous ceux qui gouvernent & tous ceux qui prétendent au gouvernement, en ont parfaitement saisi les particularités, & apprécié les conséquences. Comment en douter, lorsque le Ministère si effrayé il y a trois ans de l'énormité du prétendu fardeau sous lequel la nation croyoit être accablée, & de la perte d'un pays immense sur lequel on ne pouvoit plus espérer d'en rejeter une partie,—dit aujourd'hui avec autant de confiance que de vérité, *TOUTE L'EUROPE A VU CE QU'ELLE DOIT ATTENDRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'UNANIMITÉ EN ANGLETERRE,—& que l'Opposition, qui partageoit ses premières inquiétudes, partage aujourd'hui sa confiance, & lui répond avec la même fermeté, NE CRAIGNEZ POINT DE PROPOSER DES SUBSIDES.*

En effet il est incontestable que la perte des treize Provinces *Américaines*, n'a rien diminué de la force réelle de l'*Angleterre*, & que les 5 millions de taxes établies pour payer les frais inévitables de la dernière guerre & ceux du remboursement qu'on pouvoit éviter, n'ont finalement abouti dans cet heureux pays, malgré l'abattement universel où l'on y étoit en 1784, qu'à enchérir le total des marchandises, des denrées, & du travail, d'environ 15 pour cent;—sur quoi l'on a certainement observé dans cette région de calculateurs, que le revenu des terres étant conséquemment d'environ 15 pour cent de plus, la valeur des terres avoit nécessairement augmenté dans la même raison :—

Or le revenu net des terres, bois, mines, maisons, &c., étoit pour la masse des propriétaires, de plus de 23 millions sterling avant la dernière guerre (voyez *Young's Polit. Arith.*); il est donc aujourd'hui, & sera bien plus visiblement au renouvellement des baux,—de 3 millions 450 mille liv. de plus :—

Or 3 millions 450 mille liv. de revenu au denier 30, prix commun en 1778, valent 103 millions 500 mille liv. st. bien réels :—

Or la dette nationale contractée pendant la dernière guerre, est à la vérité d'environ 100 millions nominaux ; mais elle n'est que de 60 & quelques millions réels :—

Donc la masse des propriétaires de terres, maisons, bois, mines, &c., a gagné, PAR L'OPÉRATION DES TAXES QUI DEVOIENT TOUT RUINER, les 40 millions sterling qui forment la différence entre le réel & le nominal :—

Donc l'emprunt des 60 & quelques millions réels de la dernière guerre, est très-solidement établi *jusqu'à la destruction de l'agriculture & de l'industrie nationale*, comme je l'ai dit dans divers endroits des *Considérations* & des *Suites*, puisque CES 60 ET QUELQUES MILLIONS FORMENT VISIBLEMENT UNE PARTIE DE LA VALEUR ADDITIONNELLE DES TERRES :—

Donc un nouvel emprunt de 60 autres millions réels, s'il eût été nécessaire pour le service du Stathouder, auroit été aussi solidement établi qu'aucun des emprunts antérieurs ; & il en seroit même résulté pour la masse des propriétaires des terres, bois, maisons, & mines, après un assez court espace de tems, un bénéfice d'environ

40 millions sterling de valeur additionnelle sur leurs différentes propriétés ; bénéfice dont ils n'auroient jamais songé à remercier les taxes, si mes calculs ne leur en avoient pas fait sentir la nécessité.—Or, pour compléter cette opération, *il n'en eût coûté qu'à & la que quelques centaines de milliers de jambes, de bras, & de têtes,*—qui, en bonne politique, équivalurent jusqu'à ce jour à zéro.

Cela paroît plaisant ; mais je défie le plus grave raisonneur de détruire cette plaisanterie par un argument qui mérite une réplique. Un bon patriote, à la vérité, trouvera un défaut essentiel à la découverte, savoir, l'impossibilité d'en monopoliser les avantages pour la chère patrie :—mais ce prétendu défaut n'annoncerait-il point un des caractères les plus frappans & les plus augustes de la vérité,—*ne pouvoir dans le principe faire de tort qu'à celui qui l'a dit, & finalement être utile à tous ?*

Quoi qu'il en soit, l'ivresse nationale à la rentrée du Parlement à la fin de 1787, est à mes yeux bien plus pardonnable que l'abattement général dont j'avois pris la liberté de démontrer le ridicule en 1785.

Quelqu'un a dit que ma situation n'étoit pas fort digne d'envie :—cela est vrai.

Le besoin d'une occupation forte, besoin aussi impérieux qu'aucun autre, me condamne à labourer ou à penser chaque proposition que j'écris,—& je suis trop vieux pour labourer.

Jamais auteur ne fut plus fortement persuadé que ses idées bien approfondies, bien discutées, bien propagées, feroient capables de détruire ce système de folie, d'injustice, ou plutôt de brigandages, auquel on a tant de peine à renoncer ;—& à moins d'être imbécille, j'ai dû m'appercevoir qu'on n'a pas dédaigné les petites manœuvres pour étouffer mes idées (*).

(*) Un Evêque du *Languedoc* prêchoit il y a plusieurs années aux Etats de cette province, en présence de son Métropolitain, dont il représentoit quelques torts avec toute l'adresse dont il étoit capable, c'est-à-dire, balançant, autant qu'il le pouvoit, le mal par quelque bien. Après le sermon, le Métropolitain court à lui, l'embrasse, & dit à quelqu'un qui se trouva sous sa main, *Vous voyez que je n'ai pas de rancune* :—ce quelqu'un lui répondit, *Non, Monseigneur, mais vous n'avez que deux partis à prendre, il falloit l'embrasser ou l'étouffer*. Il y avoit trois partis à prendre à l'égard de mes idées ; il falloit ou les embrasser, ou les livrer à la

Suivant quelques personnes, j'ai failli, au mois d'Août dernier, d'être mis à la *Bastille*:—cela est faux. M. de *Calonne*, qui n'aime pas les lettres-de-cachet, s'étoit, dans son tems, contenté de faire rayer le *Méchanisme des Sociétés* du tableau des permissions tacites; on ne m'a pas dit pourquoi: mais aujourd'hui le Gouvernement de *France* accorde à cet Ouvrage toute l'indifférence dont il avoit besoin pour être réduit le plutôt possible à sa plus juste valeur;—à sa plus juste valeur, car on disoit déjà sourdement que c'étoit un excellent Ouvrage; bientôt on alloit le trouver divin; la liberté de la publication m'enlèvera probablement les honneurs de l'apothéose.—C'est ainsi que la fameuse Requête de M. de *Calonne*, qui se vendoit deux louis quand on la croyoit défendue, tomba modestement à quarante sols quand elle fut notoirement permise,—& certainement alors elle fut bien plus près de sa valeur.—Cependant j'ai trouvé dur de passer, à 60 ans, pour avoir couru le risque de la *Bastille*; d'autant plus dur que je suis bien certain de ne jamais agir,

discussion, ou les étouffer:—la fierté répugnoit à l'un, la sagacité politique se défoit de l'autre, & la précipitation fille de la multiplicité des affaires, fourit à l'idée que le troisième étoit très-facile.

écrire, ni penser, que de manière à ce qu'aucun homme au monde ne soit assez puissant pour me vexer *ouvertement* sans se déshonorer. Je conviens que j'ai plus d'une fois été la victime de calomnies secrètes ; mais si leur triomphe fut complet sur quelques points, il ne le fut pas sur tous ; je n'épargnai jamais celui que je trouvai sur la ligne de l'honneur, quand j'eus besoin de le renverser pour y continuer ma route :—ce n'est donc point relativement à ces derniers objets que je puis me plaindre de ma destinée.

Mais un Journaliste *Anglois* (*European Magazine for June 1787*) prétend avoir découvert dans les *Considérations sur le Méchanisme des Sociétés*, que je suis *un rêveur politique, un écrivain superficiel, captieux, paradoxal, sans solidité, visionnaire, assez présomptueux pour fouler aux pieds les opinions des écrivains qui m'ont précédé, assez audacieux pour renverser toutes ces règles essentielles, ces maximes que nos ancêtres nous ont transmises comme autant de vérités aussi sacrées que la Bible ;—*& il conclut de ces prémisses, qu'il fut un *tems* en Angleterre comme en France, où le Méchanisme des Sociétés eût été publiquement brûlé par la main du bourreau (*by the hands*

of the common executioner).—Par la main du bourreau, Monsieur le Journaliste !

Si mes Lecteurs ont sous la main le volume des *Considérations*, je les supplie de revoir la page 81, & de comparer mon orgueilleuse dédicace, URBI ET ORBI, avec la sentence infamante que l'*European Magazine* prononce *ex cathedra* contre moi. La main du bourreau, au lieu de cette brillante bulle de la gloire (*that bubble of glory*) que l'homme de guerre va chercher jusque dans la bouche d'un canon, & que je me flattois de trouver dans le fond de mon encrier,—la main du bourreau !—

Qu'un malheureux gagiste sous le nom d'*Amicus patriæ*, dans le *Morning Chronicle* de Juillet 1786, ait jugé que *si le Ministre n'étoit pas aussi vigilant, mon Ouvrage seroit aussi funeste à la Grande-Bretagne que le fameux cheval le fut aux Troyens*.—Passe encore, la comparaison est noble ; & je n'ai point à rougir lorsqu'on suppose qu'en *Angleterre* on n'a d'autre ressource contre les nombreux bataillons renfermés dans les *Mécanisme des Sociétés*, que la vigilance d'un Ministre assez habile pour éviter tous les engagements qui lui paroissent inutiles ou dangereux :—mais me présenter la main du bourreau

parce que *je suis assez présomptueux pour contredire les opinions des écrivains qui m'ont précédé*;—parce que *je renverse des règles prétendues essentielles*, en démasquant leur puérilité;—parce que je dévoile l'absurdité, l'injustice, la barbarie, de quelques *maximes que nos ancêtres nous ont transmises comme des vérités aussi sacrées que la Bible!*

La main du bourreau parce que j'ai dit qu'il étoit au-dessous de la fierté *Britannique* de prétendre, comme tous les écrivains à gages le prétendoient & l'écrivent encore journellement dans tous les papiers publics, que le sort de la *Grande-Bretagne* dépend de l'existence d'un homme ou d'un autre;—parce que j'ai dit que s'il meurt un grand homme dans un pays où l'on fait les apprécier,—on n'a qu'à frapper la terre, & qu'il en sortira dix autres,—qu'il en sortira davantage lorsque tout le monde, sans exception de figure ni de masque, pourra se présenter au concours!

La main du bourreau parce que j'ai dit qu'il étoit dangereux, absurde, ridicule, de mépriser & d'insulter une autre nation!

La main du bourreau parce que j'ai eu l'indiscrétion d'avancer que dans tous les pays,—

dans tous les tems,—tout homme—pour en valloir tout autre,—de tout autre pays comme du sien,—n'avoit besoin que du tems nécessaire pour apprendre à le fixer !

La main du bourreau parce que j'ai dit que le *prémium* accordé pour l'exportation du blé en *Angleterre*, étoit le seul *prémium* raisonnable,— & qu'il n'étoit raisonnable que parce qu'il étoit indispensable pour dédommager l'agriculture, des réglemens absurdes & sans nombre extorqués à la législation, par toutes les espèces de monopoles mercantiles, à l'envi les uns des autres !

La main du bourreau parce que j'ai dit, D'APRÈS L'EXPÉRIENCE D'UN SIÈCLE, que *chaque taxe établie pour payer l'intérêt de la dette nationale DE L'ANGLETERRE*, formoit une couche de peinture, qui, grâces à l'habileté, NON PAS DES MINISTRES, mais de chaque intérêt particulier, s'étendoit peu à peu sur tout, sans affecter ni qualités intrinsèques, ni positions respectives !

La main du bourreau parce que j'ai inféré de ce point de fait incontestable, la nullité absolue de la dette nationale DE L'ANGLETERRE,— l'absurdité de l'idée où l'on étoit dans toute l'Europe, & la folie des terreurs où l'on étoit

EN ANGLETERRE, que l'*Angleterre* feroit tôt ou tard *obligée de faire banqueroute* !—Eh ! le Ministère, l'Opposition, & tous les gazetiers de l'*Angleterre*, ne viennent-ils pas de prouver à toute l'*Europe*, les uns par leurs actions, les autres par leurs discours, les autres par leurs gazettes, que je les ai convertis sur tous ces points, & qu'ils sont aussi convaincus que moi de ces précieuses vérités ?—L'exultation générale feroit-elle justifiable, si j'avois mérité la main du bourreau parce que j'ai dit la seule chose qui pût en préparer la justification ?

La main du bourreau parce que j'ai prouvé que le privilège de l'impossibilité d'une banqueroute nationale, n'étoit pas un privilège accordé exclusivement à l'ANGLETERRE ;—parce que j'ai dit que toute nation qui s'apercevrait que *sa conséquence nationale*, son intérêt public comme particulier, dépendent de sa fidélité à remplir tous ses engagements,—& qui répudieroit aussitôt avec autant d'authenticité que de sagesse, le prétendu droit de ne payer ses dettes que par un excès de justice,—acquerroit à l'instant même, *à l'instant même*, A L'INSTANT MÊME, jusque chez ses ennemis,—un crédit proportionné à sa population, son agriculture & son industrie !

La main du bourreau parce que j'ai conclu de cet exposé sans réplique,—que le défaut du crédit national n'est jamais que la preuve d'un ministère ignorant ou pervers, apprécié par sa propre nation !

La main du bourreau parce que j'ai dit que l'*Angleterre*, en perdant l'*Amérique*, n'avoit perdu que les moyens trop séduisans de suivre un projet funeste dont l'état actuel des lumières en *Europe* attestoit l'impraticabilité, & démontroit la folie !

La main du bourreau parce que j'ai dit que l'orgueil, l'injustice, & l'ambition, de l'État Ecclésiastique, ensuite de la Maison d'*Autriche*, ensuite de la *France*, ensuite de l'*Angleterre*, avoient successivement indigné, soulevé, ligué, toute l'*Europe* contre ces quatre Puissances,—comme elles l'indigneroient, soulèveroient, & ligueroient encore aujourd'hui contre la Puissance maniaque qui entreprendroit encore de tout brouiller pour dominer sur tout !

La main du bourreau parce que j'ai dit qu'il seroit tems enfin, de s'appercevoir que *les forces d'une nation Européenne consistent essentiellement & uniquement dans le territoire qu'elle occupe en*

Europe, dans le nombre des habitans de ce territoire, & dans la manière dont ils y sont DISPERSE'S ET OCCUPE'S ; comme sa place dans la balance politique est irrévocablement décidée par les forces & par l'intérêt de l'Europe,—en dépit des hasards plus ou moins brillans de quelques circonstances particulières qui peuvent en imposer au peuple pendant quelques minutes !

La main du bourreau parce que j'ai dit que la Nature faisoit tout le bien, qu'elle réparoit tout le mal ; que la richesse, ainsi que la lumière, s'étendoit par-tout où elle pouvoit s'introduire, & qu'elle n'avoit besoin que de la liberté des intérêts particuliers pour se propager universellement,—comme l'intérêt universel l'exige !

La main du bourreau parce que j'ai conclu de ces précieuses vérités, que l'*Angleterre*, plus libre que toute autre nation à l'égard des opérations particulières du commerce, avoit, en s'enrichissant par le commerce, enrichi, sans y faire attention, non-seulement toutes les nations *Européennes* avec qui elle avoit commercé, mais encore de proche en proche tous les autres correspondans de ces mêmes nations !

La main du bourreau parce que j'ai dit que le commerce des colonies, imaginé & protégé comme il le fut pour servir la finance sous les ordres du monopole, eût été le commerce le plus absurde comme le plus ruineux que l'esprit humain pût jamais imaginer,—*si toutes mes idées sur les dettes nationales & sur les attentions de la Nature à réparer sourdement toutes les méprises ministérielles, n'étoient pas de la plus exacte vérité!*

La main du bourreau parce que j'ai prouvé cette assertion, en établissant sur des faits notoires quant à la portion de l'*Angleterre*,—qu'il en coûte *annuellement* 25 millions sterling de dépense à l'*Europe*, pour protéger ce précieux commerce des colonies qui ne donne à l'*Europe* qu'un bénéfice *annuel* de 6 millions sterling!

La main du bourreau, enfin, pour expier quelques autres naïvetés *Américaines* que je proteste avoir dites sans méchanceté, & même avec la meilleure intention,—& qu'on aura néanmoins présentées méchamment comme autant de blasphèmes contre le Dieu du monopole & la Fétiche de la finance!

La main du bourreau pour de pareils délits!—
Et peut-être même faudroit-il subir cette igno-

minie aux pieds de la statue destinée au remboursement national,—& à la vue des trophées érigés à la sagacité politique !—En vérité cela est bien fort.—Je crois que j'aurois remis au siècle prochain à publier ma *Quatrième Suite*, si un autre Journaliste de la même nation (*Monthly Review* des mois d'Avril, Mai, Juillet & Octobre 1787) ne s'étoit pas expliqué plus humainement sur mon Ouvrage ;—s'il n'avoit pas porté l'indulgence & l'honnêteté, jusqu'à lui pardonner un défaut dont il est effectivement difficile de garantir une production qu'il dit être *d'une si grande originalité* (*of so much originality*), un sujet absolument neuf, avec lequel l'auteur est trop familier pour ne pas oublier quelquefois qu'il promène ses lecteurs dans un pays où tout est nouveau pour eux ;—jusqu'à me prévenir que *si je n'ai pas à hésiter à la vue des sentiers divergens qui se présentent sur ma route, le voyageur qui la parcourt pour la première fois, ne peut appercevoir ces sentiers sans se trouver fort embarrassé* ;—jusqu'à me faire observer que *dans un ouvrage de la nature de celui que j'ai entrepris, je ne dois pas avoir honte de me répéter, de tourner & retourner la même idée de toutes les manières, afin de l'accommoder à tous les goûts, de la proportionner à toutes les intelligences* ;—jusqu'à déclarer qu'il a vu dans ma *Troisième Suite*, avec un

accroissement de plaisir (with increasing pleasure) que plusieurs de mes propositions qui avoient un peu trop l'air de paradoxes, y sont développées d'une façon satisfaisante,—Et que j'ai pleinement, DANS SON OPINION, répondu à une objection très-grave qu'il m'avoit faite ;—jusqu'à dire qu'il falloit être circonspect avec un observateur aussi attentif, Et un raisonneur aussi pénétrant,—que toutes mes assertions devoient être pesées avec soin, Et n'être jamais rejetées qu'après le plus mûr examen ;—jusqu'à me prévenir qu'on ne me fera certainement pas aujourd'hui l'honneur de me persécuter comme Galilée, ou de m'outrager comme Christophle Colomb (on a vu que le Monthly Review s'est trompé à ce dernier égard),—mais que je pourrai bien être négligé comme Bacon, Et jugé comme Machiavel, par la multitude, qui ne peut qu'écumer les surfaces ;—Et que, dans ce cas, chaque petit critique, soutenu de la prévention ordinaire contre les opinions qui excitent une effervescence générale, Et dépourvu de l'intelligence nécessaire pour voir où elles conduisent,—me ridiculifera, me flagellera impunément, en présentant au Public, comme mes idées, les notions indigestes que son ignorance de ma matière lui aura suggérées.

Tel qu'un *Hottentot* séduit par cette affiche universelle de l'amour du bien public,—bientôt

détrompé, mais frappé à l'instant même,—étourdi, —près de fléchir sous le poids de l'injustice, du préjugé qui la guide, de l'orgueil qui l'accompagne, de l'invective qui la fuit, des petites manœuvres qui la servent, du mépris dont elle prend le masque, & agite, comme elle peut, le poignard,—reprend tout à coup ses sens à la vue d'une main bienfaisante qui lui montre la Patience tranquillement assise sur un tombeau, & souriant à l'humiliation, au lieu de la braver (*):—tel un *Américain* dans sa simplicité, surpris de trouver l'opprobre où il cherchoit la gloire, mais fortifié de l'aveu d'un petit nombre d'appréciateurs de son sujet, incapables de se méprendre sur ses vues,—reprend la plume avec confiance, & poursuit sans s'inquiéter.

Idées Américaines sur la balance du pouvoir en Europe.

J'AVOIS dit, page 33 des *Considérations*, qu'on verroit par la suite de cet Ouvrage, qu'en reprouvant la vieille idée de thésauriser pour être prêt à tout événement,—je prétendois aussi peu *détruire les ressources dictées par la prudence pour*

(*) La Patience sur un tombeau sourit à la Peine, dit *Shakespear*.

soutenir une guerre nécessaire, que jeter le moindre doute sur le droit d'entreprendre une guerre inutile, & même injuste.—Il me semble que j'ai fait plus que je n'avois promis ; car je crois avoir donné à la sagacité politique, *les moyens d'entreprendre, & de poursuivre avec acharnement, toute espèce de guerre, absurde comme raisonnable* :—je ne m'en repentirois que dans le cas où il n'y auroit qu'une seule nation qui en fût convaincue, quand bien même cette nation seroit devenue la mienne.—Maintenant je n'hésiterai point à déclarer absurde, *toute guerre qu'il seroit possible de prévenir par l'humble voie des négociations, ou de ne pas provoquer par des procédés indiscrets.*—Si l'on excepte *les grands politiques* (espèce de créatures bien au-dessus de l'humanité), je crois que tout ce qui porte figure humaine, avec le désir de ne la pas déshonorer, n'hésiteroit pas de signer avec moi cette définition des guerres absurdes.

Mais comme *les grands politiques* sont, de l'aveu de tous ceux qui ne le sont pas, les plus grands fléaux des nations dont ils se disent les dieux tutélaires,—les plus cruels, & peut-être les seuls ennemis *des Princes qui ne sont qu'un avec leurs peuples*,—& que la balance du pouvoir en *Europe*, est, dans la main de ces *grands politiques*, une espèce d'épouvantail qu'ils ne manquent jamais d'agiter avec un horrible fracas

au moindre espoir qu'ils ont d'exécuter, à la faveur de l'alarme, quelque petite manœuvre qui puisse augmenter leur pouvoir particulier,—je désirerois beaucoup qu'on trouvât quelques trivialités à l'abri desquelles le simple bon sens pût tranquillement & sûrement apprécier le fracas,—juger, non pas les hautes idées, mais les petites manœuvres de ces perturbateurs du genre humain,—sonder la capacité de leur *Serapis*,—& examiner si une autre étincelle de lumière, jointe au petit nombre que nous avons déjà, ne suffiroit pas pour empêcher le sort de tant de millions d'hommes répandus dans toute l'*Europe*, de dépendre plus long-tems d'une tête creusée ou ridiculement garnie.—Voici, ce me semble, quelques idées qui approchent beaucoup de la trivialité.

Il n'y a pas de Souverain en *Europe* qui ait, à quelque partie que ce soit de ses domaines, un droit plus visible, & conséquemment plus précieux, que celui de la possession actuelle. Malheur à celui qui en cherche un autre!—& qu'à la vue d'un plus ancien qui flatteroit son orgueil, il tremble qu'on en découvre un antérieur qui le détruise. La possession actuelle est l'unique base solide sur laquelle tous les Princes puissent dormir en paix,—tous également intéressés à

considérer & respecter comme sacré chez autrui,—le droit qu'ils peuvent présenter comme le moins équivoque chez eux-mêmes,—*le seul droit d'ailleurs que tous les peuples, tous, sont également intéressés à défendre, comme tenant lieu, pour leur bonheur, de tous les autres droits.*

Maintenant s'il s'agit d'établir une balance de pouvoir, qui garantisse ce droit sacré contre toute attaque imprévue, de quels alliés le simple bon sens voudra-t-il se fortifier ? (je supplie d'observer que je parle du simple bon sens,—& non pas de la sagacité politique, dont j'ai reconnu l'incommensurable élévation au-dessus de toutes les conceptions humaines) — Je ne croirai pas encourir le reproche d'une tentative au-dessus de mes forces, lorsque je supposerai que le simple bon sens raisonnera de la manière suivante.

Il est physiquement impossible d'être molesté, encore moins envahi, par d'autres que par ses voisins :—donc s'il est au monde *un ennemi naturel*, ou, pour me servir d'expressions moins répugnantes à la nature, moins révoltantes pour quiconque ne mérite pas d'être extirpé de la société des hommes,—s'il est au monde *un enragé possible* contre lequel la prudence exige que nous soyons

toujours en garde, *c'est notre voisin* :—donc notre allié naturel est celui qui dans la même position que nous, avec le même sujet d'inquiétude, & le même besoin d'y pourvoir, pourra frapper ce voisin quand il nous attaquera, comme nous pourrions le frapper s'il l'attaquoit.—D'après cet apperçu, qu'on pourroit à la rigueur adopter pour principe,—prenez une carte géographique, & le simple bon sens pointera sans hésiter, depuis *Archangel* jusqu'à *Gibraltar*, depuis *Embsen* jusqu'à *Constantinople*, & même jusqu'à la *Chine*, tous les *enragés possibles*, & conséquemment tous les *alliés naturels*, de quelque nation qu'il vous plaira d'indiquer.

Supposez ensuite une nation, placée par un bienfait signalé de la Nature, hors de cette sphère d'intérêts prétendus inaliénables à raison de la contiguïté ;—le simple bon sens n'hésitera pas davantage à dire, qu'il est évident que cette nation ne peut avoir ni ennemis, ni alliés naturels ; qu'il est absurde de lui en supposer ; & qu'à moins de causes totalement étrangères à la question, c'est-à-dire à son intérêt réel, à son intérêt personnel, elle pourroit très-sagement être simple spectatrice de toutes les querelles continentales, & de toutes les commotions électriques qui en feroient la

suite, fans y prendre d'autre part que de mettre à profit le tems de la frénésie, en faisant tranquillement le commerce de ceux qui ne pourroient pas en même tems commercer & faire la guerre.

Supposez cependant que dans cette même nation, la sagacité politique, qui décide tour à tour, & toujours péremptoirement, tantôt qu'il est visiblement de la plus haute folie d'entrer dans aucune guerre du continent, tantôt qu'il est visiblement de la plus indispensable nécessité d'entrer dans toutes les guerres du continent,—soit parvenue au point du cadran qui marque l'affirmative.—

On a vu que par un bienfait signalé de la Nature, bienfait que la sagacité politique, grâces au ciel, ne peut détruire,—cette nation ne peut avoir ni ennemis, ni alliés naturels;—elle fera donc maîtresse de choisir son ennemi ou son allié:—mais après qu'elle aura fait son choix, si elle pointe en présence du bon sens l'ennemi qu'elle aura jugé à-propos de se faire, le bon sens l'offensera peut-être, mais il ne devrait pas l'offenser en pointant aussitôt, fans prendre son avis, les seuls alliés sur lesquels elle peut solidement compter;—c'est-à-dire, les seuls al-

liés sur lesquels elle peut compter dans tout autre tems qu'une circonstance momentanée, qui ne prouve rien contre *la nature éternelle des choses*.

Supposons maintenant que la circonstance momentanée ait été assez bizarre, ou rendue telle, pour que cette nation ait choisi en même tems des alliés & un ennemi qui, par leur position naturelle & leurs intérêts respectifs, soient obligés d'être alliés ; — alors, si elle n'étoit pas assez puissante pour tout commander, ou assez riche pour tout acheter, le simple bon sens prédiroit pour la tranquillité de l'*Europe*, qu'assez peu de tems après l'explosion (pour ainsi dire) de la circonstance, tout reviendrait à la Nature, & que chacun verroit qu'il ne peut craindre d'enragé possible que son voisin, & qu'il ne peut avoir d'allié solide que celui qui a le même voisin à veiller, & les mêmes précautions à prendre.

Supposons encore que cette nation dont la situation la garantit d'ennemis naturels, & conséquemment du besoin d'alliés de la même espèce, eût été uniquement dirigée dans le choix de l'ennemi qu'elle auroit jugé à propos de se faire, par la considération que ce prétendu ennemi

jouit du même avantage à l'égard de quelques portions de ses domaines,—c'est-à-dire qu'il a, ainsi qu'elle, beaucoup de côtes maritimes, & beaucoup de vaisseaux pour les garder, ou beaucoup de moyens pour avoir des vaisseaux;—alors, si l'on adopte cette idée, on sera forcé de conclure qu'elle est l'ennemie naturelle de tous les États qui ont des côtes maritimes, & d'établir en principe, que tous les États qui ont des côtes maritimes sont les ennemis naturels les uns des autres:—ce principe est faux, absurde, abominable; j'acheverai de le prouver si je ne meurs pas avant d'avoir achevé ma tâche,—& si je meurs avant ce terme, j'en ai dit assez pour que ce ne soit plus qu'un jeu de le démontrer;—mais, le principe admis, on est forcé de reconnoître la nécessité d'un autre équilibre de pouvoir qui assure la tranquillité sur la mer, comme celui dont nous avons parlé ci-dessus tend à l'établir sur la terre:—or cet équilibre de pouvoir, si le mot n'est pas vuide de sens, ou s'il ne couvre pas un sens atroce, ne présente, comme nous avons déjà vu, que *l'idée d'un pouvoir capable de garantir à chacun la jouissance de ce qu'il possède*:—dans ce cas les deux nations qui peuvent aujourd'hui prétendre au plus grand rôle sur le terrible élément, c'est-à-dire, au pouvoir de *faire le plus de mal, & le plus vite, dans le*

plus d'endroits à la fois, seront certainement les deux nations dont toutes les autres auront le plus à redouter, — mais elles seront aussi les deux nations qu'il fera le plus essentiel de pouvoir au premier besoin opposer l'une à l'autre, — & les deux nations dont on ne sauroit trop approuver,veiller même les efforts respectifs pour se tenir dans l'état *le plus capable de se balancer*.

Mais comme il seroit possible que l'une des deux nations, n'importe laquelle, fatiguée enfin d'augmenter ses forces, ou trop convaincue de leur supériorité, fît un moment qui lui parôitroit favorable pour en recueillir le fruit, — que deviendroient l'*Europe* & la liberté des mers, après l'événement d'une guerre *à outrance*, telle qu'elle seroit, — telle qu'il seroit physiquement impossible qu'elle ne fût pas aujourd'hui entre deux nations comme la *France* & l'*Angleterre*? — deux nations (*dans le cas supposé*), d'autant plus indignées, d'autant plus acharnées, l'une contre l'autre, que leurs intérêts confondus en apparence pendant quelques instans, ne présentoient pas même l'ombre d'un prétexte pour les diviser, — s'accusant tout à coup mutuellement, *grâces à la sagacité politique*, de perfidies & d'indignités, — & mutuellement convaincues de l'abominable idée “ que l'une ne trouvera jamais

son salut & sa tranquillité qu'après le total anéantissement de l'autre ?”

O vous à qui le génie tutélaire, j'ose dire, du monde entier, inspira le projet d'une confédération destinée à réprimer enfin les brigandages jusqu'alors impunément exercés sur les mers ;—vous à qui l'*Europe* doit peut-être les instans de tranquillité qui suivirent de bien près l'exécution de ce grand projet, & que son exécution seule peut-être pouvoit préparer & produire ;—tout grand qu'il fût ce projet, il n'étoit pas encore digne de vous, puisqu'il pouvoit être plus grand. —Que cette neutralité toujours armée pendant la guerre pour réprimer ou prévenir les brigandages sur la mer, soit toujours prête à s'armer, & désormais assez puissante pour y maintenir la paix,—contenir l'ambitieux, QUEL QU'IL SOIT,—& consolider la franchise de cet élément destiné par la nature à unir tous les peuples, & non pas à les subjuguier, comme le dominateur des mers, QUEL QU'IL FÛT, oseroit infailliblement y prétendre(*)

(*) Que feroit auprès de ce projet la subversion d'un empire & l'acquisition de quelques millions d'esclaves, quand on a soi-même, sur un terrain immense, tant de millions de demi-barbares à civiliser, à déterminer au travail par la certitude d'en jouir ?

Avantages des Ministres Anglois. Les Ministres François viennent de l'acquérir. Principe national de la France mis en activité. C'étoit le seul moyen qui pût rendre ce Royaume florissant dans son intérieur & respectable au dehors, en lui assurant la place que la Nature lui assigne parmi les nations.

CE n'est pas une médiocre entreprise que celle de réconcilier les Ministres avec la liberté, les pauvres avec les riches, le peuple avec les grands, le genre humain avec les taxes, & surtout les hommes austères avec les dentelles, & avec tant d'autres superfluités qui servent d'aliment à ce ver rongeur si connu & si invektivé sous le nom de luxe. Mais se flatter de réussir dans un projet aussi étrange & aussi compliqué, sans autre secours qu'un petit nombre de vérités, & des plus triviales,—insulter en même tems à l'opulence, en fixant impérieusement les bornes de son pouvoir,—n'accorder aux meilleurs Princes comme aux despotes les plus avides, pour tout avantage du despotisme comme de la souveraineté, que le choix des 10 à 12 livres de vêtemens & de nourriture, que leur fantaisie ou leur raison voudra s'approprier sur des milliards de productions de toute espèce qui se renouvellent

journallement, non-seulement dans leurs États, mais dans le monde entier ;—c'est, il faut en convenir, ou le comble de l'extravagance, ou l'effet de la confiance la plus illimitée dans les lumières du siècle,—dans l'intérêt visible de les étendre, *si l'on veut en profiter*,—dans l'impossibilité de les étouffer au point où elles sont parvenues,—& enfin dans l'absurdité si sensible d'en retarder la propagation, quand il est évident que toutes les rubriques à cet égard ne pourroient aujourd'hui avoir leur effet que pendant quelques minutes, & qu'elles donneroient aussitôt, & pour toujours, les dimensions très-précises de celui qui les mettroit en œuvre (*).

Dans un État despotique où tout croupit dans cette ignorance crasse qui accompagne toujours

(*) Le siècle prochain sera certainement plus éclairé que le nôtre ; il faut nous en consoler :—mais je doute qu'avec toutes ses lumières, il puisse concevoir comment un homme plein d'esprit, dévoré d'ambition, & maître de s'immortaliser en réunissant une centaine de personnes pour l'aider à perfectionner ses idées, à réparer dans six mois tout le mal qui s'étoit fait depuis un siècle,—les assembla uniquement pour leur ordonner de croire qu'il avoit tout vu, & leur conter en termes bien pompeux, qu'il ne leur restoit plus qu'à fermer les yeux & ouvrir les mains pour que tout le royaume profitât de ses découvertes.

l'esclavage, la lumière ne peut conséquemment partir que du centre, & ne doit même augmenter que par degrés. Mais il est aujourd'hui bien peu d'États en *Europe* où chaque point de la circonférence ne soit pas capable d'ajouter continuellement quelque étincelle très-sensible, à tel globe de feu qu'on veuille supposer dans le centre. Je dirai plus ; & ce ne fera que la vérité. La petite constellation qui dirige un homme vers le Ministère, qui lui en prépare & lui en assure l'entrée, s'arrête nécessairement à l'instant même où il y parvient :—*mais son siècle marche* ; & s'il néglige aucun moyen de s'instruire de ses progrès, & d'y conformer ses opérations, bientôt un successeur plus adroit lui enlèvera la gloire de faciliter à la société cet autre pas en avant qu'elle étoit capable de faire.— Ministres de toutes les nations, voilà votre bouffole, ou votre horoscope.

Qu'on y fasse bien attention. Certainement l'*Angleterre* n'est pas plus éclairée que la *France* ; —on ne fait rien dans un pays qu'on ne sache aussi parfaitement dans l'autre :—on fait cependant en *Angleterre* beaucoup moins de fautes qu'en *France* ;—j'entends de ces fautes qui influent directement sur l'aisance du peuple & sur la
richesse

richesse nationale. Pourquoi ? C'est uniquement grâce à la prudence qu'un Ministre *Anglois* a toujours, dans les questions essentielles, de ne rien hasarder avant de fonder l'opinion publique ;—de faire même quelquefois répandre des brochures contre le projet pour lequel il est en quelque façon décidé, afin d'en exciter la discussion & de voir s'il a prévu toutes les objections qu'on peut y faire, & s'il est armé de toutes les réponses ;—d'écouter toutes les exagérations des différens intérêts sans paroître y prendre aucune part, afin de les balancer s'il ne peut les réunir, lorsqu'il s'agira de prononcer entre eux ;—ce n'est enfin que grâce aux moyens sans nombre de s'approprier ou d'adopter toutes les idées de quiconque est en état d'en fournir de lumineuses, qu'un Ministre, même médiocre, paroît toujours en *Angleterre* au niveau de son siècle :—or par-tout, aujourd'hui, un Ministre doit y être, *ou s'y faire élever*, s'il veut se maintenir dans sa place. C'est cette conduite seule, je le répète, qui donne aux Ministres *Anglois*, à talens égaux, une supériorité décidée sur tous les Administrateurs des autres nations. Quant aux ressources nécessaires, lorsqu'après la discussion la plus libre, la question est encore problématique, —les Ministres en *Angleterre* sont également dans une position plus favorable que par-tout ailleurs ; car alors ils

décident en despotes, sous le nom de la Majorité Parlementaire qui les garantit de tout événement ; & ALORS tout le monde sent, dans ce pays libre, que cette espèce de despotisme est nécessaire, & chacun se soumet à *Londres*,—comme il feroit à *Constantinople* au premier mot du Grand Visir. Les Assemblées Provinciales affurent maintenant aux Ministres *François*, cet avantage inappréciable qui lie enfin leur intérêt avec celui de la nation ; & si l'on réfléchit sur les secours qu'ils peuvent tirer d'une institution aussi sage dans un moment où l'on annonce les Etats-généraux,—la Constitution si justement vantée de l'*Angleterre* n'approchera pas de celle de la *France*,—garantie désormais, comme elle va l'être, des erreurs ultérieures d'un Ministre, par ces nombreux faisceaux de lumières qui partiront journellement de toutes les Assemblées Provinciales,—elles-mêmes éclairées par les lumières & les besoins de tous leurs districts.

On a beaucoup disserté sur le régime de ces Assemblées :—il seroit bien habile celui qui trouveroit tout d'un coup le meilleur, & bien hardi celui qui en présenteroit un comme tel. Mais quel qu'il soit aujourd'hui,—la nécessité de l'établissement n'étant que trop démontrée, & son principe fondamental étant essentiellement bon,—

il me semble qu'il contient essentiellement le germe de tout ce qui doit le perfectionner ;— *il ne s'agira jamais que de rapprocher toutes les propositions du principe.*

Je conviens que ce principe fut reconnu de tout tems en *France* ;—de tout tems *l'identité du Prince & du Peuple, & des intérêts de l'un & de l'autre*, y fut, pour ainsi dire, une vérité banale :—mais jusqu'à ces derniers tems elle n'y fut qu'une vérité d'instinct ; souvent sans fruit pour le Prince comme pour le Peuple, & sans inconvénient pour les mauvais Ministres, qui voulurent & voudront toujours confondre la gloriole de leur médiocrité, avec la gloire du Prince, *toujours inséparable du contentement, de l'aisance, & de l'énergie de ses sujets.* Aujourd'hui c'est une vérité réfléchie, examinée sous toutes ses faces, approfondie dans tous ses points, méditée dans toutes ses conséquences, répétée par acclamation d'un bout du royaume à l'autre, à la confusion éternelle de quiconque prétendrait en imposer au Prince & au Peuple à cet égard.

Lisez les discours du Roi aux Notables ;—examinez les observations des Notables au Roi ;—pesez les remontrances de tous les Parlemens & des Cours souveraines ;—scrutez ceux même

de leurs arrêtés contre lesquels vous aurez trouvé le plus d'objections sous un point de vue ou sous un autre ;—combinez les réponses du Roi les plus sévères avec cent autres de ses traits non réfléchis, & qui mettent le fond de son ame à découvert ;—ne dédaignez pas de former un ensemble & de tirer le résultat des conversations particulières comme générales, des provinces les plus éloignées comme de la capitale, des petits comme des grands, des pauvres comme des riches, des femmes comme des hommes ;—& vous verrez que tout porte sur cette base inébranlable, sur ce principe national, sur cette vérité lumineuse : *Le Peuple & le Roi ne sont qu'un, n'ont qu'un seul & même intérêt, & n'ont à craindre qu'un mauvais Ministre.*

Vous découvrirez sans doute des alarmes générales sur la possibilité du renouvellement de ces abus qui mirent tant de fois, & retinrent si long-tems, la nation au-dessous de sa place ; mais vous observerez qu'on s'occupe sérieusement des moyens d'y remédier, & qu'on a reconnu que le seul capable d'empêcher qu'ils se renouvelassent, étoit l'ordre le plus exact dans les finances, & la publication annuelle des comptes de dépense & de recette, *publication qui augmentera le crédit dans le même tems qu'elle*

diminuera les occasions d'en faire usage. Vous ferez frappé de l'universalité des réclamations contre le pouvoir trop étendu de chaque Ministre dans sa partie ;—mais vous observerez que ce pouvoir, si souvent funeste dans ses suites, est enfin limité par l'établissement des nouveaux Conseils ;—vous observerez que le régime de ces Conseils, qui, *grâces au grand principe national*, se perfectionnera continuellement, va détruire enfin cette cruelle versatilité de systèmes & de plans, dont on éprouva toujours de si fâcheux effets, & conduira nécessairement à un ensemble d'administration reconnu indispensable, & jusqu'alors impossible. Vous ferez sans doute étonné qu'avec tant de richesses sous la main, avec des moyens aussi grands & aussi nombreux, on ait jusqu'ici fait aussi peu, quelquefois aussi mal, souvent avec tant de difficultés ;—mais vous observerez que depuis *Henri IV*, les Rois de *France* ont été uniquement occupés, l'un de son pouvoir, l'autre de son ambition, l'autre de ses plaisirs,—& que celui qui règne aujourd'hui, n'use de son pouvoir que lorsqu'on n'a pas assez éclairé sa justice toujours prête à tout écouter,—qu'il n'a d'autre ambition que de réparer les désordres dont son peuple fut la victime,—qu'il n'a d'autres plaisirs que ceux qu'il se promet de cette régénération qu'il a préparée, de cette heureuse

RÉVOLUTION que son principal Ministre a chargé les Notables d'annoncer à toutes les provinces,— & QU'IL VEUT LA PAIX pour l'effectuer *cette heureuse révolution*, parce que son peuple est tout pour lui & qu'il ne tient aucun compte du reste. Enfin, si vous savez tout apprécier,—vous ne serez point étonné de quelques inégalités, de quelques discordances dans ce tableau si intéressant pour l'humanité, que la *France* présente aujourd'hui, tableau vraiment unique dans les annales de l'histoire ;—mais vous observerez que jamais Roi de *France* n'eut de preuves plus frappantes de l'étendue & de l'universalité des lumières dont ses Ministres peuvent s'aider & s'aideront sans doute, pour l'exécution du projet le plus digne d'un Prince qui se confond avec son peuple ;—vous observerez que jamais Roi de *France* n'eut de démonstration plus complète de sa puissance que dans ce concert unanime & subit, aussi peu médité que prévu, à n'admettre que ce qui peut consolider cette puissance, à ne redouter que ce qui peut l'affoiblir, à ne demander que ce qui peut l'étendre & la rendre dans tous les tems plus respectable aux étrangers comme plus chère à tous ses sujets, à recevoir avec transport *la parole sacrée* qui l'annonce, & à ne voir dans l'éloignement de l'époque fixée pour l'accorder, que la nécessité *indispensable* d'en

régler la composition sur les lumières & les circonstances actuelles, & sur-tout de préparer, disposer, & digérer tous les objets des délibérations (*).

Réflexions sur les avantages qu'on suppose attachés exclusivement à l'exaëtitude de la représentation proportionnelle dans les Assemblées nationales.

L'AVANTAGE des Assemblées nationales pour délibérer sur les intérêts communs, n'a pas besoin d'être prouvé par des raisons quand il est démontré par tant de faits. Mais il me semble qu'on peut douter si, dans les meilleurs ouvrages qui ont paru sur l'organisation de ces Assemblées, on n'a pas fait trop peu d'attention à la différence des mesures, que celle des époques pouvoit admettre : par exemple, *ne donne-t-on pas aujourd'hui trop d'importance à l'exaëtitude de cette représentation de tous les individus, qui*

(*) Je doute qu'un homme qui réfléchira sur l'état actuel des lumières en France, & sur les nouvelles mesures qu'elles exigent, puisse désirer que les Etats-généraux s'assemblient avant l'époque fixée.

peut seule, disent les gens rigides, *exprimer le vœu général* ? Car enfin, dans la supposition de cette importance, il seroit trop affreux d'apercevoir que toutes les constitutions connues, sans exception, sont essentiellement mauvaises,—puis-que *dans toutes*, la représentation est visiblement chimérique ou incomplète,—que d'ailleurs l'expression du vœu général n'est l'effet nécessaire *d'aucune*,—& qu'enfin l'expression d'un vœu directement contraire au vœu général pourroit être le résultat *de toutes*.—Si cette dernière assertion paroît hasardée, qu'on me permette quelques réflexions sur la constitution la plus justement vantée.

Dira-t-on qu'en *Angleterre*, cette expression du vœu général se trouve nécessairement dans les résolutions d'une Assemblée, certainement très-respectable, mais dans laquelle quelques centaines de personnes, choisies seulement par trois à quatre cent mille, à *l'exclusion légale de tout le reste de la nation*, sont néanmoins données pour les représentans des neuf millions d'ames qui la composent,—de neuf millions d'ames, dont la dixième partie auroit plus d'intérêt à être bien représentée, *quoiqu'elle ne le soit pas*, que les cinq huitièmes de ses prétendus représentans ?

Dira-t-on que la prudence & la sagacité des électeurs fussent pour ne laisser aucun doute sur la capacité des élus ?—Mais il est notoire que dans le nombre des électeurs qui veulent bien se donner la peine d'aller à l'élection, on seroit souvent embarrassé pour trouver *deux personnes* capables d'apprécier ce qu'ils vont faire, *contre dix* qui ne se hâtent de donner leurs voix que pour aller plutôt achever de s'enivrer aux dépens de celui qui l'a mandée, & quelquefois achetée.

Dira-t-on que, grâce au Destin qui en *Angleterre* aujourd'hui, comme autrefois à *Rome*, veille éternellement sur l'empire & dispose tout pour sa gloire,—les lumières & l'intégrité des élus, malgré la corruption & l'ignorance des électeurs, garantissent infailliblement l'expression du vœu général ?—Mais on n'a besoin pour renoncer à cette idée, que de se rappeler quelques procédés parlementaires de 1771 (époque fort récente), qui tendoient à ne laisser au peuple à l'égard de *ces procédés*, que la liberté de réfléchir dans le silence sur le droit que la Chambre des Communes s'arrogeoit d'opprimer la liberté, *quand elle s'y croyoit intéressée*.—S'il falloit un autre exemple, on le trouveroit dans les résolutions & la conduite de la Chambre des Communes en 1768,

relativement à différentes élections de Middlesex, —résolutions & conduite qui anéantissoient dans le fait le droit d'élire, en excluant arbitrairement un candidat élu par la majorité des voix, pour en admettre un qui ne l'étoit que par la minorité : & quelle minorité ! Comment réfléchir sur de pareils faits, & sur bien d'autres qui portent le même caractère, sans être convaincu que la majorité de ces Sénateurs intègres & éclairés, j'ose dire dans les deux Chambres, dégénérerait insensiblement, peut-être même avant qu'ils s'en aperçussent, dans une aristocratie terrible, finalement aussi funeste au Prince qu'elle paraîtroit servir, qu'au Peuple qu'elle commenceroit par opprimer,—*si les lumières générales de la nation ne renversoient pas quelquefois l'effet des lumières particulières de ceux qui la représentent.*

J'admire cependant, comme tout le monde, & la représentation telle qu'elle est au défaut d'une meilleure,—& la liberté des suffrages, si souvent prouvée par le prix auquel les suffrages sont vendus,—& la ligne de démarcation qui sépare les trois pouvoirs,—& leur indépendance réciproque,—& leur jalousie mutuelle,—& leur accord nécessaire pour statuer sur les moindres objets. Je conviendrai même que tous ces moyens qui furent nécessaires pour conduire au

bien dans un tems d'ignorance,—concourent aussi par la lenteur qu'ils nécessitent dans les opérations, à rendre le mal plus difficile dans un tems plus éclairé;—je ne ferai donc que tirer une conséquence de ce principe, en professant la plus haute vénération pour ces formes précieuses,—puériles en apparence,—qu'on sanctifie ou stigmatise suivant l'intérêt du jour,—& qui cent fois prévinrent des statuts funestes, quand elles sembloient ne favoriser que l'entêtement, la mauvaise volonté, ou le caprice :—mais j'insiste que c'est uniquement l'état actuel des lumières qui garantit l'*Angleterre*, qui puisse la garantir, & qui désormais la garantira toujours, malgré la corruption dont on l'accuse, des horreurs qui accompagnèrent toutes les anciennes révolutions, & des effets de quelques inconvéniens reconnus dans la dernière : j'insiste qu'en *Angleterre* aujourd'hui, ce sont les lumières de toute la partie raisonnante de la nation, & la facilité de les rendre utiles en les propageant d'un bout du royaume à l'autre,—qui sont *l'unique sauvegarde* & du Prince & du Peuple : j'insiste que c'est le degré général de lumière, existant en *Angleterre* & en *France*, qui sera désormais dans tous les points essentiels, *pour le bonheur des deux Rois comme des deux Peuples*, le vrai despote dans les deux pays :—& sans prétendre diminuer le mérite

de ceux qui ont approfondi toutes les constitutions, qui en ont si parfaitement démontré les avantages & les inconvéniens,—je ne crains point d'ajouter, que par-tout où ce grand principe de l'identité des intérêts du Prince & du Peuple, seroit aussi développé qu'il l'est aujourd'hui en *France*, quelque forme qu'on donnât aux Assemblées qui devroient faire l'application de cet admirable principe, dans quelque proportion que les différens ordres y fussent appelés, de quelque manière enfin qu'on les organisât au moment de leur institution,—elles seroient forcées, oui forcées, par les lumières actuelles, de faire le bien que le Prince & le Peuple doivent en attendre.—Mais c'est le mieux que leur assurent des États-généraux choisis après trois ans de réflexion, par tout ce qu'il y aura dans toutes les provinces d'un royaume tel que la *France*, de plus considéré, de plus éclairé, de plus intéressé à faire un bon choix ; & ce n'est pas avoir une imagination bien ardente que d'entrevoir enfin le premier code d'institutions sociales qui n'aura pas fait rougir la raison & gémir l'humanité. Ce n'est pas de nom seulement, c'est bien de fait, qu'il est une *Très-Excellente Majesté* celui qui, rempli de cet objet, n'hésite point, quand on lui présente des motifs très-plausibles de guerre,—à répondre, *qu'il veut*

la paix, & qu'il ne tient aucun compte du reste. Ces paroles & la circonstance dans laquelle elles furent prononcées, mériteroient d'être écrites en lettres d'or dans les fastes de la royauté, & gravées par la main de l'Éternel dans le cœur de tous les Princes.—Ce n'est que par le sentiment sublime & profond qu'elles annoncent, qu'un vrai Roi peut approcher le plus près, de celui dont tant de Rois prétendent si faussement être l'image (*).

Réflexions sur les prétendus ravages occasionnés par la manie du séjour des capitales.

ON m'a bien mal à propos mis dans la classe des réformateurs. Je ne fais qu'observer ce qu'on voyoit depuis long-tems sans y réfléchir; & je n'y trouve rien qui ne me paroisse un effet nécessaire de quelque cause que j'assigne, &

(*) *Nullâ re Principes ad Deos propius accedunt quam pace populis conservandâ.* J'espère qu'on me pardonnera l'altération du texte :—pardonner un malheureux dont la faute pourroit être punie de mort, c'est ne donner la vie qu'à un coupable ;—mais conserver la paix quand on est invité à la guerre, c'est donner la vie à un million d'innocens.

qu'il est facile de juger.—A la vérité, dans le nombre des choses que j'observe, je prétends découvrir que beaucoup de moyens très-vantés sont en pleine contradiction avec les fins qu'on se propose ; mais je donne les élémens qui m'ont conduit à ces résultats, & tout le monde peut les examiner.—Je remarque d'ailleurs que si le mal que produit une mauvaise mesure, n'est pas absolument irréparable,—il se répare infailliblement,—plus tôt dans un pays libre, plus tard dans un pays où l'administration veut tout faire ;—ce n'est pas là réformer.—Je trouve aussi que le bien qui suit toujours le rétablissement naturel de l'équilibre, est le plus souvent cité avec impudence pour ériger une mauvaise mesure en maxime sacrée ; mais je rapporte à cet égard un nombre assez considérable de faits ; il est aisé de voir s'ils sont au point, & s'ils sont preuve.—Je prétends même que beaucoup de ces maximes sacrées qui gouvernent tout dans la société, n'ont jamais été approfondies,—& que sur dix choses qui se disent avec confiance, & qu'on écoute sans imaginer qu'elles puissent être douteuses, il y en a peut-être neuf qu'on ne fait que répéter sur la parole d'un autre qui n'avoit pas une meilleure autorité ; mais je donne les raisons qui m'ont persuadé qu'on les répéteroit avec moins d'assurance, si l'on se donnoit

la peine de les analyser. On voit encore qu'il y a loin de cet exposé au rôle de réformateur. Je travaille peut-être pour épargner quelques erreurs à ceux qui entreprendroient de réformer ;—mais s'ils vouloient un édifice solide,—c'est en vain qu'un emplacement superbe invite l'architecte :—s'il est couvert de structures gothiques & mal fondées, il faut détruire & déblayer avant de songer à bâtir ;—& dans ce cas, ce seroit tout au plus au titre de destructeur que j'oserois aspirer.

Voici une de ces maximes adoptées sur parole, & dont la destruction pourroit influencer sur le plan d'un bon architecte ;—car un architecte court souvent autant de risque à supposer un gouffre où il n'existe pas, qu'à ne pas le supposer où il existe :—si dans la dernière supposition il bâtit où il ne devoit pas,—dans la première il ne bâtit pas où il devoit peut-être le faire.

L'énormité des capitales sera, dit-on, la ruine des empires.

Maintenant, qu'entendrons-nous par une capitale énorme ? *Paris*, dit-on, en *France* :—*Londres*, dit-on, en *Angleterre* ; *Londres* qui contient 700 mille habitans,—pendant que le reste

du royaume ne contient pas douze fois le même nombre.

Fort bien : mais avez-vous quelque principe qui vous satisfasse sur la proportion nécessaire entre la population entière d'un royaume & celle de sa capitale ? — J'ai vu beaucoup de déclamations sur cet objet, beaucoup de comparaisons très-ingénieuses ; par exemple celle-ci, — *Une tête énorme affame nécessairement le corps qui nourrit sa monstruosité.* — Cela est incontestable ; mais n'en tirez aucune conclusion relative à la ville de *Londres*, qu'après que vous connoîtrez tous ses rapports de luxe & de nécessité avec les provinces de l'*Angleterre*, aussi parfaitement que vous connoissez les rapports nécessaires d'une tête avec toutes les autres parties du corps humain.

Supposez qu'on voulût aujourd'hui en *Angleterre*, comme à *Rome* dans les tems de son auguste simplicité, se contenter d'un de nécessité & d'un de luxe ; — grâces aux simplifications trouvées tant pour les opérations de l'industrie que pour celles de l'agriculture, il ne faudroit peut-être pas qu'un dixième de la population s'occupât de ces deux objets, pour qu'on fût aujourd'hui beaucoup mieux en *Angleterre* qu'on ne l'étoit autrefois

autrefois chez le *Peuple-Roi*.—Dans ce cas, quel seroit l'avantage si tout le reste de la population dormoit dans les provinces, parce qu'il n'y auroit plus rien à faire sans retomber dans les déprédations du luxe ?—Où seroit le mal si tout le reste de la population venoit habiter *Londres*, pour savoir plus tôt ce qui se passeroit sur les côtes de la Mer Noire ?—Quel est donc l'inconvénient qui résulte de la population actuelle de cette capitale prétendue énorme, même en supposant, si l'on veut, que tous ceux qui l'habitent ne s'occupent qu'à consommer ce qui reste, après que les plus malheureux de ceux qui sont dans les provinces, ont pris l'un de nécessité & les deux & demi de luxe qui reviennent aux travailleurs dans l'état de superfluité où la nation est parvenue ?—*Les ont-ils*, s'écrie-t-on avec un zèle vraiment édifiant, mais très-aveugle, *les ont-ils ces deux & demi de luxe* ?—Voyez le prix du pain, celui des journées du travailleur, & le montant de la taxe pour les pauvres,—qui remplit tous les déficit occasionnés par l'injustice, la fainéantise, la crapule, & quelques mauvais réglemens ;—la question réduite à ces élémens est bien facile à répondre.

Mais, dira-t-on encore, si les 700 mille habitans de *Londres* travailloient dans les pro-

vines, soit dans l'industrie, soit dans l'agriculture, ils produiroient un douzième de plus dans l'une ou dans l'autre :—fort bien, il ne manqueroit plus que des consommateurs ;—& pourquoi ? —Car vous les renvoyeriez bientôt dans les provinces augmenter encore les productions.—Laissez agir la Nature à cet égard, comme à tous les autres ; elle est plus sage que tous les réformateurs : vous ne risquez rien à lui ôter ses entraves (*).

(*) Je ne dois pas néanmoins passer sous silence une espèce de conseil donné, il y a quelques années, dans une brochure sur la population.—Entre autres idées vraiment remarquables sur l'emploi des bras & des richesses dans un royaume, l'Auteur observe que pour avoir en *Angleterre* la marine la plus formidable qui ait jamais existé, il ne s'agiroit que de consacrer à cet objet tout ce qu'on prodigue au luxe.—C'est ce que je vais démontrer, même sans exiger au-delà d'un modique sacrifice de superfluités.

On a vu dans ma *Seconde Suite*, que l'*Angleterre* jouissoit en 1779 d'un de nécessité & de deux & demi de luxe ;—prenez seulement un demi de luxe, & l'*Angleterre* sera encore mieux pourvue que la *France*, qui n'a qu'un de luxe & un de nécessité :—ce demi de luxe formoit en 1779 le 7^e du revenu général de l'*Angleterre*, évalué 120 millions, & donnoit conséquemment 17 millions 142 mille 857 livres sterling.

Or l'établissement de marine fixé pour la paix coûte aujourd'hui à l'*Angleterre* environ 2 millions 250 mille liv. sterling.

Je ferai plus minutieux dans mes observations sur la population de *Paris*, parce que son énormité prétendue a produit plus de mauvais raisonnemens : cependant elle n'est pas plus considérable que celle de *Londres*, & probablement elle le feroit beaucoup moins sans les circonstances dont je vais parler.

J'ai désigné plus haut les trois règnes qui ont précédé le règne actuel en *France*, par trois caractères distinctifs, qui néanmoins se réunissent

Or ces 2 millions 250 mille livres sterling entretiennent, dans le meilleur état, 150 vaisseaux de ligne & 250 autres bâtimens de guerre de toute grandeur, tant frégates que corvettes, chaloupes, &c.

Or le 7^e du revenu général de l'*Angleterre*, qui en 1779 montoit, comme je l'ai dit, à 17 millions 142 mille 857 liv. sterling, contient plus de sept fois & demi 2 millions 250 mille livres sterling.

Donc il seroit très-facile en *Angleterre* d'y rendre la marine sept fois & demi plus formidable qu'elle ne l'est, c'est-à-dire de la porter à 1275 vaisseaux de ligne & 2135 autres bâtimens de guerre de toute grandeur.—Peut-être la frénésie du luxe formeroit-elle quelque opposition à ce grand projet ; mais il est du moins évidemment possible :—au lieu que l'homme de Molière, qui, attendu le grand produit des ports de mer en *France*, propoisoit de mettre toutes les villes de *France* en ports de mer,—propoisoit une idée visiblement impraticable, —On pourroit donner de bons développemens à cette idée.

dans le même point ;—celui de concentrer la plus grande quantité possible du luxe dans la capitale, & de ne laisser aux provinces que la petite portion de jouissances qu'elles doivent aux emplois tant civils que municipaux, & à la modicité de la fortune de ceux de leurs habitans qui ne sont pas assez riches pour aller se ruiner à *Paris*.

En effet sous *Louis XIII*, les grands, dépouillés des moyens de brouiller dans les provinces, & retenus à la Cour par la crainte d'un Ministre capable de tout sacrifier au moindre de ses soupçons, se virent réduits à choisir, pour ne pas vivre dans l'inertie, ou bien d'intriguer pour obtenir la faveur de cet homme qu'ils détestoient, ou bien de cabaler pour le détruire :—mais l'un de ces projets comme l'autre exigeoit que le produit net de leurs terres se dépensât à *Paris*.

Sous *Louis XIV*, l'ambition d'un Prince décidé à régner par lui-même, le caractère de grandeur qu'il imprimoit aux moindres choses, le faste qu'il mettoit dans toutes, & sur-tout ses premiers succès à la guerre, qui sembloit être la première de ses passions, le rendirent bientôt l'idole d'une nation fière, active, désœuvrée, &

qui jusqu'alors n'avoit connu d'autre gloire que celle des armes : en paix comme en guerre, tout ce qui approcha de ce Prince voulut être fastueux comme lui ; un seul de ses regards payoit avec usure les dépenses énormes qu'on prodiguoit pour l'obtenir ;—& non-seulement le produit net des terres, mais celui du crédit qu'elles donnoient, & qui n'étoit pas absorbé par la guerre, venoit encore se répandre à *Paris*.

Sous *Louis XV*, la nation obérée & jetée mal-adroitement au-dessous de sa place, n'avoit aucun espoir de la reprendre sous un Roi bon, plein de sens, point injuste, mais inappliqué,—& si souvent trompé dans sa confiance, que le choix des hommes lui parut à la fin inutile, & celui des mesures indifférent, puisque l'effet des meilleures étoit bientôt prévenu ou détruit par une cabale ou par une autre, & que les mauvaises pouvoient à peine rien empirer : il ne lui resta donc que la ressource des hasards & le refuge de l'insouciance. L'honneur national subsistoit cependant encore, parce qu'il est peut-être impossible de l'étouffer, mais le patriotisme n'existoit plus ; on disoit même ouvertement qu'il étoit impossible qu'il existât en *France*. La soif des plaisirs qui remplaçoient tout, légitimoit tout ce qui pouvoit en procurer ;—& l'endroit qui

réunissoit la plus grande quantité de plaisirs, étoit le seul que tout le monde vouloit habiter. Emploi à la Cour, parce que la Cour est près de *Paris* ;—emploi à l'armée, mais avec la certitude d'être le moins de tems possible absent de *Paris* ;—emploi dans la grande finance, parce que sa caisse & son trône sont à *Paris* ;—emploi dans les provinces, mais avec la ressource des prétextes qui garantissent le séjour à *Paris* ;—emploi en *Amérique* & dans l'*Inde*, mais avec la perspective d'affaires *inscrutables*, dont le produit immense ramèneroit bientôt le préposé à *Paris* ;—au défaut d'emploi, intérêt ouvert ou caché (suivant l'état des solliciteurs) dans quelque espèce d'opérations que ce pût être, viles, honnêtes, obscures, brillantes, nationales, étrangères, *Américaines* ou *Indiennes*, pourvu qu'elles procurassent aux intéressés le moyen de faire dans le moins de tems le plus grand fracas possible à *Paris* (*).

(*) Une troupe de femmes charmantes, d'un rang très-distingué, siffoient à un homme divin qui partoît pour l'un de ces pays destinés, disoit-on, de toute éternité, au remplumage des oiseaux de cette espèce, *Quand reviendrez-vous, Monsieur, est-ce pour long-tems que vous nous quittez ?*—Tout entier au but unique de sa mission, l'homme divin

J'opposerai peut-être par la suite, à ce tableau, qui n'est certainement pas chargé, une esquisse de celui que la simplicité *Américaine* croit entrevoir ; mais il ne s'agit ici que de jeter quelque lueur sur un des points les plus mal appréciés de ce mécanisme admirable, qui du sein même du mal, fait toujours tirer le plus de bien possible. Voyons ce qui résulteroit d'un état pire encore que celui que je viens de présenter. Je demande une seconde fois, grâce à ceux qui voient *l'abomination de la désolation des richesses* dans la manie du séjour de la capitale,—si j'ose leur assurer qu'après un mûr examen, il leur sera difficile de ne pas soupçonner qu'il seroit possible de porter cette manie encore plus loin qu'on n'a jamais fait, sans appauvrir la nation, & sans autre inconvénient que d'étouffer dans l'ame des principaux acteurs du grand théâtre, le principe du vrai honneur, l'amour du bien public, l'instinct de la justice, le respect des mœurs, l'idée de la décence, & finalement tous les sentimens de la nature ;—objets qui en bonne logique doivent équivaloir à zéro, aussi

répondit en se prosternant, *Deux millions, Mesdames, deux millions seulement* :—il en eût rapporté quatre sans un événement qui l'arriéra de deux autres, & fut suivi de sa mort, qui remplit tous les déficit. Je l'ai connu.

long-tems qu'il fera beau de sacrifier 500 mille hommes tant nationaux qu'étrangers, à l'instant même où la sagacité politique jugera le sacrifice nécessaire à son intérêt ou à sa vanité.

Pour apprécier plus exactement le mal réel, j'ai dit que je le supposerois plus grand qu'il n'est en effet. Je supposerai donc que vers le commencement du siècle,—lorsque tous les produits annuels de la nation, agriculture & industrie, pouvoient à peine être évalués à deux milliards tournois,—ils eussent appartenus *exclusivement* à deux mille propriétaires tant du capital de la terre que des capitaux de l'industrie, ou, si l'on veut, de l'argent,—à chacun desquels la masse entière des travailleurs, composée de 16 millions d'ames (famille comprise), eût conséquemment été obligée de remettre annuellement un million de revenu en produits effectifs,—& que ces deux mille propriétaires, autrement dits, *privilégiés pour ne rien faire*, eussent alors jugé à propos de dépenser à *Paris*, tout ce qui pouvoit leur rester net de ces deux milliards de leur prétendu revenu.—Je ne rougirai point en commençant par avouer que je ne conçois pas d'autorité humaine qui eût eu le droit de s'y opposer s'ils en avoient eu la fantaisie,—que je conçois même beaucoup de traits d'autorité capables de

leur donner cette idée, quand même ils y eussent répugné naturellement,—& que je conçois beaucoup de moyens fort simples par lesquels le Gouvernement pourroit, sans rien perdre de sa vigueur, éteindre cette fantaisie dans le cœur de quiconque n'est pas fait pour être plus honteusement nul par-tout ailleurs que dans cet hospice du désœuvrement & de la nullité.—Je vais maintenant examiner ce qui résulteroit de cette fantaisie.

1°. Il faut observer que les 2000 propriétaires ou privilégiés, vont d'emblée être réduits, de 2 milliards,—à 666 millions 666 mille 666 livres,—*parce qu'ils ne peuvent assurer la reproduction annuelle de ces 2 milliards, sans laisser la valeur des deux tiers de cette somme dans la province*,—savoir, un tiers entre les mains des reproducteurs, & un tiers pour une quantité d'autres escamoteurs de toute espèce.—C'est un point de fait démontré par les baux & les contrats, qui ne rendent jamais aux propriétaires *ostensifs*, soit des terres, soit de l'argent, que le tiers du produit brut des opérations de l'un & de l'autre. Voilà donc, malgré le spécieux d'un Mémoire couronné à Limoges en 1767, voilà, dis-je, chaque province assurée des deux tiers de son revenu ; & ces deux tiers sont tout

ce qu'il lui faut pour se maintenir à perpétuité au même degré de richesse, c'est-à-dire, de reproduction.—Il faudroit même, pour que sa reproduction n'augmentât pas annuellement, il faudroit, dis-je, que les fermiers consommassent annuellement tous leurs profits, & qu'ils résistassent à l'appas si naturel de les augmenter, comme ils peuvent le faire avec tant de facilité, en reversant continuellement leurs épargnes sur des terres dont ils sont assurés d'avoir la jouissance pendant leur bail.—Il me semble que c'est encore le cas de dire : Si cela vous paroît singulier, examinez s'il n'est pas impossible que la chose soit autrement. Ainsi donc, si l'on voit réellement l'agriculture & l'industrie décheoir dans une province, il faut en chercher une autre raison que la fureur qu'ont les grands propriétaires de rester à Paris ;—& sur ce point, comme sur tous les autres, ce n'est qu'en détruisant impitoyablement les raisons fausses qu'on peut approcher de la véritable.—D'ailleurs que risquez-on sur ce point comme sur tous les autres, quand tout le monde est convaincu de cette grande vérité,—que le Peuple & le Roi ne font qu'un, & n'ont à craindre qu'un mauvais Ministre ?—C'est le point d'appui d'Archimède, à l'aide duquel on doit tout enlever.

Mais, dira-t-on, dans cette hypothèse, on ne voit encore de pourvus que les deux tiers de la population, qu'on suppose de 24 millions d'ames dans le royaume ;—Et si l'on ôte des 8 millions qui restent, les 2000 ogres si abondamment pourvus, nous aurons encore 7 millions 998 mille habitans à pourvoir.

Sans doute ; & vous serez aussi tranquille que moi sur leur sort, lorsque vous observerez,

2°, Que chacun de ces 2000 ogres, tout ogre qu'il est, n'a qu'un estomac à satisfaire & un corps à couvrir,—que son estomac ne peut digérer que 2, ou 3, ou 4 livres de substance nutritive,—& que son corps ne peut porter sans fatigue que 8 à 10 livres de vêtemens :—c'est une trivialité ; mais il est d'autant plus essentiel de l'avoir toujours sous les yeux, qu'avec deux ou trois autres qui n'auront rien de plus recherché, nous en aurons peut-être assez pour détruire tous les mauvais systèmes de finance, & peut-être même pour trouver à la fin le seul raisonnable. Ainsi donc, après que chacun de nos ogres a laissé entre les mains des escamoteurs provinciaux, 666 mille 666 livres & quelques fractions, de son prétendu million,—le non plus

ultra de ses privilèges, quoique fortifiés des 333 mille 333 livres, *valeur des produits qui lui restent*,—c'est de choisir insolemment ou seulement sans cérémonie, les 3 ou 4 livres qui flatteront le plus son palais dans tout ce qu'il peut boire & manger, & les 8 à 10 livres qui amuseront le plus ses yeux dans tout ce qu'il est capable de porter.—Or comme l'estomac & le corps d'un ogre, donne assez exactement la mesure de l'estomac & du corps de tous les autres,—qu'il faut dans l'hypothèse, que les divers objets de leur luxe ou de leur sensualité leur parviennent dans leurs hôtels à *Paris*,—& que pour mettre à fin cette opération, des milliers d'autres objets doivent être charroyés dans mille endroits de l'*Europe*, de l'*Asie*, de l'*Afrique*, & de l'*Amérique*, pour y être échangés & réchangés mille fois avant que les précieux objets soient trouvés,

Observons, 3°, qu'il faudra bien que ces ogres paient (& le plus cher possible), non-seulement tous ceux qui seront occupés à charroyer tous ces objets,—mais aussi la famille de ces charroyeurs,—qui sont à la vérité condamnés à jamais, comme tous ceux qui n'ont rien, à travailler pour le bon plaisir de ceux qui ont

tout, — comme ceux qui ont tout, sont condamnés à se tourmenter sans cesse pour savoir comment ils le dépenseront.

Supposons maintenant que les frais nécessaires pour remettre à *Paris*, dans les hôtels de nos ogres, tous les objets de leurs milliers de fantaisies, absorbent les deux tiers de leurs revenus, (plus ou moins ne peut influer sur l'essentiel du raisonnement ; — il ne restera plus à chacun d'eux que 111,111 liv. & quelques fractions ; — *Mais ils auront pourvu, sans y songer, aux deux tiers des 7 millions 998 mille créatures humaines qui vous inquiétoient ;* — ce sera si bien sans y songer qu'ils y auront pourvu, que le plus grand nombre aura même besoin d'un peu de réflexion pour convenir que je ne dis pas une extravagance. — Mais enfin vos sollicitudes philosophiques, politiques, ou chrétiennes, ne peuvent plus avoir pour objet que les 2 millions 666 mille créatures humaines non encore pourvues.

Or il est facile de les pourvoir des deux manières suivantes ; en prenant, *comme il est juste*, les ordres absolus de nos ogres sur ce point : — je dis, *comme il est juste* ; car il paroît bien démontré aujourd'hui, qu'il n'est point de propriété

acquise suivant la loi,—qui ne soit aussi sacrée dans les mains de celui qui la possède,—que la couronne sur la tête de celui qui ne la porte sans inquiétude, que lorsqu'elle est soutenue par la loi.

Je supposerai d'abord que nos ogres se décident pour la plus folle espèce de luxe qu'il fût possible de choisir aujourd'hui, savoir, le luxe de la grande représentation, de la représentation dans toute sa gloire,—le luxe d'être entouré du plus grand nombre possible de ses dépendans ;—luxe admirable néanmoins au tems de nos aïeux, où les arts au berceau ne pouvoient nourrir qu'un petit nombre d'hommes, quand il y en avoit un très-grand qui manquoit de nourriture ; luxe même permis aux patriarches qui vouloient avoir sous leurs mains tous ceux qu'ils pouvoient commander, parce qu'ils vouloient bien les nourrir :—soit donc la plus folle espèce de luxe.—

Remarquez bien que dans les 2 millions 666 mille créatures humaines qui restent à pourvoir, il n'en tombe que 1333 au lot de chaque ogre, & qu'il s'agit du Royaume *Très-Chrétien*, où les bâtards sont comptés pour rien dans l'État comme dans la succession de leurs pères.—En faisant le décompte d'un ogre, nous aurons le décompte de tous ;

ainfi donc, au hafard de préfenter une énumération qu'on trouvera peut-être puérile, je dirai,

| | |
|---|-------|
| Femme légitime | 1 |
| Enfans ditto | 2 |
| Écuyers | 8 |
| Pages | 24 |
| Préposés fous toutes les dénominations, intendans, maîtres d'hôtel, échanfons, fecrétaires, &c. | 24 |
| Valets-de-chambre, & femmes ditto | 16 |
| Gens pour avoir foin des enfans | 2 |
| Cochers, poftillons, palefreniers, piqueurs, &c. | 50 |
| Pourvoyeurs, cuifiniers, aides, &c. | 50 |
| Ouvriers de toute efpèce, pour avoir toujours tout fous la main | 40 |
| Laquais | 24 |
| Complaiſans tant sérieux que bouffons fuivant l'humeur du jour | 24 |
| Chirurgiens, aſtrologues, diſeuſes de bonne aventure | 12 |
| Baladins en tout genre pour les diſférens ſpectacles | 100 |
| Joueurs de gobelets pour l'amusement des gens & l'inſtruction des enfans | 25 |
| | <hr/> |
| | 402 |

| | |
|---|-------|
| De l'autre part . . . | 402 |
| Fainéans d'une autre espèce destinés à faire haie lorsque Monsieur & Madame jugent à propos de sortir ou de rentrer . . . | 50 |
| | <hr/> |
| | 452 |
| Gens de tout âge & de tout sexe, attachés (sans que Monsieur & Madame daignent y songer) tant à la fortune qu'aux plaisirs & au service particulier des autres gens ci-dessus . . . | 881 |
| | <hr/> |
| Total . . . | 1333 |

Voilà bien les 1333 créatures humaines destinées à profiter de ce poids énorme de nourriture & de vêtemens qui accableroient l'ogre, & qu'on ne lui demande que de payer avec les 111,111 liv. qui lui restent. Il est vrai qu'il se gardera bien de les abandonner à ses 1333 dépendans, avant d'avoir choisi les 10 à 12 liv. de nourriture qui lui feront journellement le plus de plaisir(*).

(*) Pourquoi les enthousiastes dédaignent-ils d'observer que dans toutes les espèces de luxe, c'est exactement l'unique avantage de l'ogre ?

Or ces 1333 dépendans, multipliés par les 2000 ogres, tous, dans l'hypothèse, possédés de la manie du même luxe,—font exactement les 2 millions 666 mille créatures humaines qui nous restoient à pourvoir.

Une telle multitude de fainéans épouvante aujourd'hui, cela est vrai ; mais, 1^o, qu'on me permette de rappeler ce que j'ai dit dans les *Considérations*, à l'article du luxe ;—*Est-il beaucoup d'hommes qui puissent, en mourant, montrer ce qu'ils ont fait pendant toute leur vie,—qui vaille un coupon de dentelle alors existant ?*— Or la valeur d'un coupon de dentelle ou rien, n'est-ce pas la même chose si l'on en tire celle de la subsistance dont on eut besoin pour le faire, & l'avantage aussi précieux de ne pas s'ennuyer à la mort pendant qu'on y travaille ? *Apprécions, je le répète, apprécions notre propre travail avant de dénigrer le travail, & même l'OISIVETE' d'autrui.* 2^o, Ce luxe qu'il est si aisé de ridiculiser aujourd'hui, étoit cependant le luxe de nos aïeux, dont on découvre plus d'un partisan même parmi des auteurs du plus grand mérite. Je conviens que dans l'hypothèse, tous ces fainéans sont vêtus & nourris à *Paris* ; mais ils y sont nourris & vêtus aux dépens des 2000

ogres,—comme le reste de la nation l'est aussi à leurs dépens, tant dans les provinces de France que sur les grands chemins de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique, & de l'Amérique.

A la vérité, point de châteaux dans les provinces; point de ces superbes édifices qui annoncent la présence des grands ogres; point d'autres bâtimens que ceux qui sont absolument nécessaires pour les modestes opérations de l'agriculture & de l'industrie;—mais ces deux articles comprendroient beaucoup de choses *dans un pays où l'on ne seroit pas gêné par des institutions prétendues sages.*

Les antagonistes des grandes capitales peuvent dire encore, que tous ces fainéans, ou, pour mieux dire dans ce moment-ci, tous ces désœuvrés, doivent s'ennuyer horriblement s'ils ont une ame:—or s'ennuyer est le plus grand mal de la vie.—Cela est vrai; mais grâce à celui qui veille à la petite balance de l'*Europe*, comme à l'énorme balance de la création, telle même que nos foibles appréhensions peuvent la concevoir d'après les découvertes du Docteur *Herschel*;—grâce à celui qui tient en équilibre ogres & dépendans de notre globule, comme

tous ceux qui dans les globules éclairés par ces masses de lumière nouvellement découvertes, jouissent d'une ame assez supérieure à celle des brutes, pour souffrir dans l'inactivité, pour s'ennuyer quand elles ne sont pas occupées;—grâces, dis-je, à ce grand Prépondérateur, les ogres par-tout s'ennuient comme leurs dépendans, quand ils n'ont rien à faire.—Mais c'est leur faute s'ils s'ennuient;—ne seroit-ce point leur faute également si l'ennui écrase les malheureux qu'ils peuvent nourrir?—Et l'intérêt personnel de ces ogres, n'exigeroit-il point qu'ils les arrachassent à l'ennui en les abandonnant au travail?——Observons maintenant, que c'est la seconde manière de les pourvoir,—& l'espèce de luxe qui règne aujourd'hui;—luxe que le grand Prépondérateur a probablement imaginé pour l'intérêt général:—mais les considérations suivantes n'intéressent que les ogres.

1°. Les ogres ne respirent que pour des jouissances:—or par la stupide frénésie d'avoir toujours sous leur main tous ceux qu'ils peuvent nourrir, afin de jouir exclusivement de leurs facultés,—ils en détruiraient le ressort, & perdroient cent fois plus de jouissances que la vigilance la plus insoutenable dans tous les détails ne seroit capable de leur en procurer:—c'est

une vérité dont ils peuvent se convaincre en comparant les jouissances bornées du luxe de la grande représentation, avec l'immensité de celles qu'on doit attendre d'une population de deux millions & quelques cents mille ames,—lorsque cette population n'a d'autre ressource pour vivre, que d'exposer journellement dans les endroits les plus convenables, & de la manière la plus agréable & la plus engageante, tout ce qu'elle a pu concevoir de plus capable de flatter les cinq sens de nature & les milliers de sens de l'imagination.—Donc le luxe de la grande représentation est un luxe de dupes & d'imbécilles aussitôt qu'on peut sagement dépenser à se procurer mille plaisirs, les sommes qu'au défaut de l'idée des plaisirs, il falloit bien autrefois dépenser à représenter.

2°, Le luxe des pyramides, outre l'absurdité de leurs proportions avec leur objet, avoit le double inconvénient de fixer l'esprit sur un tems où l'on n'existeroit plus, & d'immortaliser le corps lorsqu'il étoit aussi insensible au plaisir, que la pyramide dans laquelle on le déposoit.

3°, Le luxe du lac *Mæris* fut assez raisonnable pour le siècle qui s'en glorifia, quoiqu'il ne rassurât que l'*Égypte* contre les inadvertences de

la nature, & qu'il eût probablement coûté bien des milliards ;—mais ce luxe si prôné n'auroit pas le sens commun aujourd'hui, où l'on peut avec une dépense de moins d'un louis-d'or, faire & publier un règlement général de commerce pour les grains, qui garantiroit mieux toute l'*Europe* contre les disettes, qu'un lac *Mæris* dans chaque royaume n'en garantiroit ses habitans.

4°, Cinquante dépendans constamment sous la main des ogres, sont plus que suffisans pour soutenir, même à leurs propres yeux, le rôle d'êtres sublimes dont ils sont avec raison si jaloux.

5°, En paroissant affranchir tout le reste, les ogres ne sont que s'affranchir réellement eux-mêmes de la nécessité où ils se trouvent quelquefois de prendre le masque de ces sentimens importuns qui supposent un rapport moral entre l'opulence & la pauvreté ;—mais cet affranchissement prétendu de leurs dépendans, outre qu'il est illusoire, est bien chèrement payé, puisqu'il leur impose la nécessité de gagner par le travail, ce qu'on leur donnoit pour de misérables parades, & pour tout faire tant bien que mal, au lieu de le faire avec cette fleur de goût

qui ne peut naître que du besoin d'irriter les désirs & de mériter la préférence pour y satisfaire.

6°, Il n'est point de grandes jouissances, de vraies jouissances, avec la moindre inquiétude sur la plénitude de la santé & sur toute la longueur possible de la vie :—or *Paris* n'a pas la dixième partie de l'étendue qu'il doit avoir pour réunir sans l'inconvénient terrible de l'insalubrité de l'air, tous les plaisirs, toutes les découvertes, tous les raffinemens en tout genre, qu'on doit se promettre d'une population de 2 millions & près de 700 mille âmes, dans l'hypothèse :—or il faut indispensablement respirer l'air le plus pur, pour jouir le plus, le mieux, & le plus long-tems possible, &c. &c. &c.

D'après cet exposé qui ne contredit pas beaucoup les mœurs du siècle, je demande si le siècle prochain on n'auroit pas dans un quarré d'environ deux lieues, dont le centre seroit certainement la statue d'*Henri IV*, la valeur de tous les édifices qu'on trouveroit parsemés dans deux mille autres endroits de la *France*, si les 2000 ogres avoient préféré le séjour de la province à celui de *Paris*.

Mais, dira-t-on, les provinces feroient donc plus brillantes si les ogres y faisoient leur séjour.— Sans doute ;—mais si des institutions prétendues sages éloignent les ogres des provinces, est-ce la faute des ogres s'ils restent à *Paris*,—ou bien est-ce la faute des institutions prétendues sages ?

Pour revenir à l'objet principal de cet article, je demanderai également qu'on veuille bien se rappeler que dans cette hypothèse réputée si terrible,—le revenu territorial, loin de diminuer, augmenteroit nécessairement,—à moins qu'on ne déracinât de l'âme des fermiers, le désir d'améliorer leur sort & de consolider leur indépendance. Je répéterai aussi que cet objet si louable de leurs désirs, s'obtient avec la plus grande facilité au moyen de quelques épargnes qu'ils répandent sur leurs fermes, & dont le bénéfice leur appartiendra jusqu'à l'expiration de leur bail.—Achevons :—*quand le bail se renouvellera, les ogres n'en profiteront-ils pas à leur tour ?*—Le revenu de tous les états sera donc augmenté, même dans cette hypothèse qui devoit ruiner tout le monde.

Mais, dira-t-on enfin, cet inconvénient de l'abandon de tous les principes, cette abnégation de tous les sentimens de la nature, dont j'ai parlé page 55, n'est-ce rien, ou feroit-ce donc si peu de chose ?—Tranquillisez-vous ;—

si la statue d'*Henri IV* est le centre des grandes avenues de *Paris* & le point de vue de tout ce qui s'édifie dans les environs ;—*Paris* fera sans doute la plus respectable ville du monde :—mais bientôt, avec le simple secours des Assemblées Provinciales, de l'indivisibilité d'intérêt qu'elles reconnoîtront entre tous les états de la société, & du patriotisme qu'elles feront renaître,—de ce vrai patriotisme qui n'est ni jugulateur en tems de guerre ni exclusif en tems de paix,—les provinces aussi mériteront quelque attention de la part des étrangers.

Effets de la substitution du luxe des petites jouissances, au luxe de la grande représentation. Circulation de la richesse qui augmente à mesure qu'elle se subdivise. Première époque de la subdivision ().*

JE supplie d'observer que tous ces préposés dont nos ogres viennent de s'affranchir, n'avoient pendant l'esclavage ou la clientèle, que la res-

(*) J'ai déjà dit, dans ma *Seconde Suite*, sans prétendre justifier ma méthode, qu'il n'y avoit aucune partie du *Mécanisme des Sociétés* qui pût être approfondie sans entraîner l'examen de toutes les autres. On verra bientôt de nouvelles raisons à l'appui de cette idée.

source d'entasser fourdement écu sur écu pour assurer à leur postérité, quelque nombreuse qu'elle pût être, une existence un peu moins précaire que celles dont ils jouissoient eux-mêmes. On peut donc juger qu'ils ne négligèrent pas cette ressource ; car la prudence de n'avoir justement qu'autant d'héritiers qu'il en faut pour perpétuer avec splendeur un grand nom, n'est pas du tout la vertu de ceux qui n'ont que peu de fortune & un nom commun à transmettre à leurs descendants :—d'où je conclurois qu'un Prince qui auroit la fantaisie d'augmenter la population dans ses États, soit pour avoir plus d'objets de luxe à choisir s'il aimoit la paix, soit pour avoir plus de têtes à faire casser s'il aimoit la guerre, ne devroit pas sacrifier cette dernière classe à la première.—Je conviens que cette conséquence n'a pas un rapport immédiat avec le titre de cet article ; mais quelque attaché qu'on soit au tronc d'un arbre, il est difficile de ne pas avancer la main quand on voit à une de ses branches un petit rameau qui présente un bon fruit.

Aussitôt que les préposés ne craignent plus les emprunts indiscrets de leurs anciens patrons, & qu'ils ne peuvent plus douter que leurs propriétés seront désormais aussi sacrées que celles du patronage, leurs écus sortent de la cachette,

se dispersent & pullulent. Souvent même l'économie augmente avec la certitude de jouir aussitôt qu'on le voudra, & d'augmenter les moyens de jouissances jusqu'au moment où l'on voudra jouir. Or chaque écu ci-devant entassé, & qui ne produisoit rien à qui que ce soit pendant qu'il étoit dans la cachette, va maintenant donner à son maître *dans le principe*, une hypothèque de trois sols de revenu, tant sur la terre des patrons territoriaux que sur les établissemens des patrons de l'industrie. On verra ci-après pour quoi j'ai dit *dans le principe*.

Rappelons-nous maintenant que le nombre des anciens préposés, *intendants, maîtres-d'hôtel, échançons, secrétaires, &c.* montoit à 24 pour chaque ogre ou patron, avant l'affranchissement qui les aura, je suppose, réduits à 4, qui forment partie des 50 dépendans réputés nécessaires pour soutenir le rôle d'êtres sublimes :—

Les préposés congédiés forment donc une masse de 40 mille affranchis,—masse respectable désormais, car on doit leur supposer après 20 ans de clientèle, *au moins* un capital équivalent à une année du revenu de ses anciens patrons ; j'ai dit *au moins*, parce que dans un espace de 30 ans, 4 de mes préposés ont eu *net* en capital,

leur dépense payée, plus de deux fois le montant de mon revenu *net* ; j'en suis d'autant plus sûr que les épargnes de 3 de ces 4 préposés ont été en masse dans mes mains, & que j'ai des renseignemens sûrs à l'égard du quatrième ;— j'ajouterai maintenant que 3 de ces 4, ont bien mérité la petite fortune qu'ils ont faite avec moi, & que je ne suis qu'un ogre de la plus médiocre importance. D'ailleurs je supplie tous ceux de mes Lecteurs qui peuvent aussi mériter le nom d'ogres, de réfléchir sur leur propre position ;— ils verront que la masse de leurs préposés (je parle de la masse) peut, suivant les règles de l'honnêteté, & doit, suivant celles de la sagesse jouir du même avantage que les miens ;— cette observation peut résoudre bien des problèmes de la société, & détruire beaucoup de fausses idées ; *elle démontre la nécessité physique d'un accroissement continuel de capitaux dans l'état* : on verra bientôt si ces nouveaux capitaux déprécient les anciens.

Rappelons - nous maintenant que la masse entière du revenu des 2000 ogres ou patrons, après qu'ils ont laissé dans les provinces la valeur des deux tiers de tous les produits nationaux, tant pour les reproducteurs, que pour bien d'autres escamoteurs dont ils n'ont pas même l'idée,

—forme un total de 666 millions 666 mille 666 livres :—voilà donc bien indubitablement, d'après le principe établi ci-dessus, la somme épargnée par la masse des préposés affranchis. Mais il faut établir une dégradation parmi eux ;—ainsi nous les diviserons en trois classes suivant trois différens degrés d'habileté, d'adresse, & d'économie ; nous supposerons la première, composée de mille préposés, propriétaires d'une masse de 300 millions, qui donnent à chacun d'eux un capital de 300 mille livres ;—la seconde classe sera composée de 2000 autres préposés, propriétaires de 200 millions, qui donnent à chacun d'eux un capital de 100 mille livres ;—la troisième classe enfin sera composée de 37 mille préposés assez médiocrement partagés, puisqu'ils ne sont propriétaires que d'une masse de 166 millions 666 mille 666 livres qui ne donne à chacun d'eux que 4504 livres de capital (fractions négligées).

Observons aussi que l'intérêt de ces trois capitaux réunis, fait, à 5 pour cent, une somme de 33 millions 333 mille 333 livres,—laquelle somme sembleroit devoir à jamais ôter aux anciens patrons le 20^e de leur revenu, puisque cette masse d'intérêt ne peut finalement se payer qu'avec des objets d'agriculture & d'industrie,

qui appartenoient exclusivement aux anciens propriétaires : point du tout ;—les patrons vont gagner tant en nominal qu'en réel, c'est-à-dire, tant en argent qu'en chapeaux, beaucoup plus du 20^e qu'ils sembleroient devoir perdre, & les anciens préposés n'en gagneront pas moins, progressivement à la vérité, mais toujours au taux le plus juste, l'intérêt des sommes qu'ils vont placer :—quant au nombre de chapeaux que cet intérêt leur promettoit *dans le principe*, ils ne peuvent l'espérer que des simplifications dont j'ai parlé dans ma *Troisième Suite*, simplifications dont les miracles ne cesseront qu'avec la perfectibilité de l'esprit humain.—Au reste les uns comme les autres, patrons comme préposés, auront certainement perdu sans retour, 1^o, le montant de tout le travail qu'auroient produit depuis 20 ans, & sur la terre & dans les arts, les 666 millions 666 mille 666 liv. entassées chez les préposés,—& 2^o, tous les objets de l'agriculture & de l'industrie nationale qu'il falloit bien envoyer *annuellement* chez l'étranger pour remplir *annuellement* le vide des 22 millions 222 mille 222 liv. que la masse des préposés épargnoit & entassoit tous les ans.—Il me semble que cette observation seule est bien capable de mettre en évidence l'absurdité de la thésaurisation, de beaucoup de loix sur l'intérêt, & de beaucoup

de déclamations sur les fonds publics, INSTITUTION PRÉCIEUSE qui donne à tout le monde le moyen de n'avoir aucune somme qui ne travaille continuellement pour augmenter la richesse de l'État, en même tems qu'elle travaille pour augmenter celle des particuliers. Mais ce n'est pas ce dont il s'agit.

Développons cette première époque de la subdivision des richesses.

Chacun des premiers écus dispersés, donne sans doute, dans le principe, à son maître, les 3 sols de l'intérêt ordinaire de 5 pour cent ;— mais si l'on suppose qu'alors il n'y a d'affecté au prêt, dans la masse d'espèces circulantes dans le royaume,—qu'une somme équivalente à la quatrième partie de celle que les préposés vont répandre,—il faudra bien que l'intérêt tombe peu à peu à 1 pour cent : & cette époque très-douloureuse pour le prêteur, fera infailliblement arrivée aussitôt qu'à chaque 100 livres qu'il y avoit à prêter dans le principe, & qui ne pouvoient prétendre qu'à 5 d'intérêt pour que tout le monde y trouvât son avantage,—on ajoutera les 400 livres qu'on offrira de tous côtés ;—car les 5 qui forment tout l'intérêt qu'on peut donner, divisés entre la nouvelle somme de 400

livres qu'on offrira, & l'ancienne de 100 livres qui jouissoit du tout, ne feront justement qu'un pour chaque 100 livres, c'est-à-dire 1 pour cent d'intérêt,—& *cela sans l'intervention des administrateurs, & malgré les gémissemens des usuriers.* Rapprochez cette opération très-naturelle, des principes établis dans tant d'ouvrages sur ce sujet,—& si le nom des écrivains ne vous en impose pas, j'ose croire que vous n'admirez plus les tours de gibecière qu'ils proposent de substituer à une opération aussi simple :—on l'a vue plus en détail dans ma *Première Suite* ; j'en rappellerai ici sommairement les effets, en les adaptant à l'hypothèse que j'examine.

1°, Cette prodigieuse facilité de tout entreprendre, de tout améliorer, de tout perfectionner, qui naîtra d'un intérêt aussi disproportionné à l'ancien, *augmentera nécessairement le prix du travail* ; parce qu'à l'envi les uns des autres, tous les emprunteurs le prodigueront sur la terre & dans l'industrie :—

2°, L'augmentation du prix du travail, fera infailliblement accompagnée de celle de la consommation, d'abord, des ouvriers qui, grâces au ciel, consomment toujours tout ce qu'ils gagnent,—& bientôt après, des ogres, *qui finale-*

ment peuvent toujours consommer en raison de la consommation des travailleurs :—

3°, Cette double consommation démontrera la nécessité de nouveaux produits, qui suivront bientôt la demande :—

4°, La quantité nouvelle ajoutée à l'ancienne, formera nécessairement un total plus considérable que l'ancien :—

5°, L'augmentation du total entraînera celle de sa valeur & de son prix :—

6°, L'augmentation des prix tant du travail que du total de ses produits, nécessitera celle de la portion d'espèces en circulation, *destinée à payer l'une & l'autre* :—

7°, Enfin, après que chaque intérêt parfaitement libre, c'est-à-dire maître de se défendre contre tout autre, aura attiré, fucé, pompé, sa portion naturelle dans les 666 millions 666 mille 666 livres ci-devant entassées & maintenant répandues, — *l'intérêt sera nécessairement remonté peu à peu à 5 pour cent*, comme avant la dispersion des écus entassés, — & nous ferons au but ; — car alors les préposés *justement* réduits
vers

vers le milieu de la révolution au 5 de leur revenu, par la baisse *naturelle* de l'intérêt, jouiront, *justement aussi*, de leur revenu *nominal* en entier ;—& de plus, leurs 33 millions 333 mille 333 livres d'intérêt en argent, leur donneront exactement leur portion naturelle *dans cette augmentation d'objets réels qui sera due aux nouvelles simplifications*, & avec laquelle ces filles bénies du luxe auront modifié l'effet d'un accroissement aussi subit & aussi disproportionné dans la masse des espèces en circulation :—alors encore, si la somme en circulation, tant pour le prêt que pour le prix & le transport des différentes propriétés, étoit d'1 milliard 333 millions 333 mille 333 liv. avant la révolution qui a mis en activité les 666 millions 666 mille 666 liv. ci-devant entassées & inutiles,—le revenu des patrons sera nécessairement monté à 999 millions 999 mille 999 liv.—celui des travailleurs sera également augmenté d'une moitié,—& celui de la nation sera aussi nécessairement parvenu de deux milliards à trois :—si cela paroît encore singulier, qu'on examine non-seulement si la chose peut être ainsi,—mais s'il y a d'autre moyen de l'empêcher, que d'entreprendre de faire mieux ou de diriger l'opération ;—peut-être après l'examen, dira-t-on avec confiance & sans restriction, ce que j'osois à peine avancer (*Confid.* page 126) :

La main des hommes, pareille à celle des harpies, n'est capable que d'empoisonner tout ce qu'elle touche ; & le parti le plus sage seroit de l'écarter avec soin de tout ce qu'on veut préserver de la corruption.

Mais si la main des hommes est capable d'opérer tant de mal quand elle veut contrarier ou diriger la Nature,—que fera donc la griffe de la sagacité politique lorsqu'elle s'occupera du même projet ?—C'est ce que je vais examiner en abandonnant à son délire cette première époque dont nous venons de voir le développement naturel.

Emploi différent des épargnes entassées par les préposés.

EN observant l'effet que produit sur la machine entière de la société, l'effort continuel de chacune de ses parties pour s'étendre, lorsqu'elle n'y trouve d'obstacle que celui d'une autre partie mise en action par le même ressort ;—nous avons trouvé qu'il n'en résulloit jamais pour aucune, que l'inconvénient de ne pouvoir se

fortifier, sans se prêter & contribuer à l'augmentation de la puissance de toutes. Supposons maintenant que la sagacité politique, éblouie par cette affluence inattendue d'argent, l'emprunte, & balance quelques instans entre le projet d'acheter un royaume & celui de le conquérir. Ces deux projets sont également dignes d'elle ; mais la conquête a quelque chose de plus noble & de plus flatteur. Voyons donc ce qui doit en résulter, & toujours nécessairement :—

Mais nous savons déjà que les 666 millions 666 mille 666 liv. *prêtées aux particuliers* dans l'hypothèse, augmenteroient d'une moitié *après l'effet des simplifications* le revenu réel des emprunteurs & celui de l'État, sans diminuer celui des prêteurs ;—il suffira donc maintenant de se rappeler la *Première Suite des Considérations*, où nous avons observé que la même somme *prêtée à l'État*, diminueroit d'un tiers le revenu réel des prêteurs, & n'augmenteroit que *nominalement* celui de l'État.

Supposons le royaume conquis :—je vois bien les chapeaux du royaume victorieux, enchéris de 66 à 99 ; mais je ne vois pas un chapeau de plus, & je conclus que la nation n'est pas plus riche.—

Cela est vrai, dira-t-on ; mais son Prince est bien plus puissant.—Peut-être l'est-il beaucoup moins ; mais j'accorde qu'il le soit plus :—il pourra faire plus de mal, & ne manquera pas d'en faire tant qu'il y aura des royaumes à conquérir ;—car c'est une rage que l'idée de faire des conquêtes, on n'en guérit qu'au moment où l'on est exterminé.

Supposons maintenant le royaume acheté :—point d'effusion de sang, direz-vous.—Du sang ! demandez à la sagacité politique si le sang & l'eau valent plus l'un que l'autre.—Quand je n'aurai d'autre raison que celle de l'humanité, je ne me donnerai pas la peine d'en faire mention, après les maximes que j'ai vu étaler publiquement sans être contredites :—l'intérêt, l'intérêt.—Voici donc un point capital.

Le vendeur d'un royaume en a probablement un autre sur lequel il répandra, s'il est sage, les 600 & quelques millions qu'on lui aura donnés ; — conséquemment l'argent ci-devant entassé, ne fera que passer de la cachette des préposés, dans les mains de la sagacité politique, — de-là immédiatement dans celles de l'ancien propriétaire du royaume acheté ; — & conséquemment, il ne produira dans le premier

royaume de l'acheteur, ni augmentation dans le prix du travail, ni cette augmentation dans la quantité des produits qui en auroit été la suite, &c. (voyez page 79 & suiv.). Or les prix étant les mêmes, peut-être *beaucoup moindres*, & un intérêt de 33 millions 333 mille 333 livres qui représentent autant de chapeaux très-réels à 20 sols pièces, étant très-justement stipulé pour les prêteurs, — cette masse énorme de chapeaux que cet intérêt représente, sera nécessairement autant de diminué sur le revenu réel des propriétaires, tant de la terre que de l'industrie.—Mais, direz-vous, *la sagacité politique sera bien plus riche* : — sans doute ; mais tous les propriétaires seront bien plus pauvres.—*La sagacité politique sera plus riche !*—J'ai imaginé bien des milliers d'hypothèses depuis 20 ans ; je n'ai pu encore en imaginer aucune assez ruineuse pour enlever à la sagacité politique le moyen de s'enrichir, & les prétextes suffisans pour réclamer impudemment la reconnaissance du Prince & du Peuple ; — du Peuple qu'elle pressure & méprise en éternisant, en divinissant ses préjugés, préjugés qui déshonorent la nature ; — du Prince qu'elle adule & trahit en établissant des systèmes qui anéantiroient la société.—Je ne prétends certainement pas empêcher de conquérir ou d'acheter des royaumes ; j'expose seule-

ment ce que l'achat ou la conquête (*fût-ce même de l'Egypte ou de l'Inde*) coûtera aux bons, liges, & féaux sujets de l'acheteur, ou du conquérant.

Mais, direz-vous, l'acheteur fera payer aux achetés, non pas le prix de l'acquisition, mais l'intérêt de la somme pour laquelle ils auront été vendus ; & cet intérêt viendra chez nous payer celui qui sera dû aux prêteurs.—Fort bien ; mais si les achetés prennent enfin de l'humeur (ce qui pourroit bien arriver dans un siècle aussi corrompu), si les achetés prennent de l'humeur, qu'arrivera-t-il ?—Voyez les *Bostoniens* :—il ne s'agissoit pas de les acheter & de leur faire payer l'intérêt du montant de l'acquisition ; il ne s'agissoit que de leur faire payer *une seconde fois* leur portion de la dette nationale, en enchérissant encore par une taxe directe les marchandises *Angloises* qu'on leur envoyoit, & qu'on ne leur envoyoit qu'après que la réaction des autres taxes & du monopole les avoient déjà enchéries en *Angleterre* :—on ne l'avoit pas observé en *Europe*, mais on s'en apperçut en *Amérique*.

Supposons maintenant, que cet argent emprunté soit consacré à payer des subsides qui tiendront à nos ordres des amis & des alliés dont le sang sera toujours prêt à couler pour

notre défense si l'on nous attaque, ou pour attaquer nos ennemis s'il est de notre intérêt ou de notre fantaisie d'être les agresseurs :— dans ce cas, il me semble que le simple bon sens dicte les trois réflexions suivantes.

1°, Un allié *naturel*, c'est-à-dire un allié qui n'est pas notre voisin,—un allié que la crainte d'être attaqué par notre voisin, attache à nos intérêts par l'identité de ses risques & des nôtres,—un tel allié n'a pas besoin d'être payé pour nous prêter du secours si l'on nous attaque ;— parce qu'il est visible qu'après notre défaite, le vainqueur qui fût capable de nous attaquer *parce que nous étions ses voisins*, seroit un mauvais logicien s'il cessoit d'attaquer à droit & à gauche, *jusqu'à ce qu'il eût conquis toute la terre* :—

2°, Un allié *contre nature*, que nous croyons attacher par un subside,—n'attend (s'il n'est pas un fou) qu'un subside plus fort ou une raison naturelle pour nous abandonner :—voyez l'avant-propos de l'histoire du grand Frédéric, *écrit par lui-même*, & songez que personne ne dispute à ce Prince la palme de la sagesse & de la vigueur politique :—

3°, Tout subside annuel dépouille annuellement & visiblement la nation, d'un capital de productions nationales qui eussent donné en retour, aux propriétaires de la terre, de l'industrie, & de l'argent, un capital correspondant, *non pas en argent qui eût augmenté sans fruit le prix des anciennes jouissances*, mais en productions étrangères qui eussent formé autant de jouissances nouvelles.

Je n'ai certainement pas l'intention de critiquer les traités de subsides ; j'expose seulement, parce que cela est de mon sujet, l'effet qu'ils produisent dans la nation qui les paie. Établissez au contraire dans une nation autant d'impôts qu'il sera nécessaire pour payer l'intérêt des sommes qu'il faudroit emprunter pour former *tous les établissemens avantageux qui lui manquent*, & dont l'état de ses lumières la rend susceptible,—le montant de ces impôts étant dépensés dans la nation, ils n'y produiront jamais d'autre effet que d'y créer de nouveaux capitaux, de subdiviser la richesse, de la répandre plus généralement, & *bientôt après de l'augmenter (*)* ;—

(*) Je pourrois par la suite donner quelque développement à ce sujet, s'il étoit nécessaire.

mais tout impôt dont le montant s'exporte à l'étranger, soit comme tribut, soit comme subside,—est ruineux pour la nation qui le paie, & ne sauroit être assuré à celui qui le reçoit, qu'aussi long-tems que durera le délire de la sagacité politique ou l'aveuglement du peuple qu'elle est toujours prête à sacrifier.

Passons à la seconde époque de la subdivision naturelle des richesses,—quand la sagacité politique veut bien ne pas s'emparer des épargnes, pour quelqu'un des sublimes projets dont je viens de parler.

Seconde époque. Nouvelle subdivision des richesses; nouveaux capitaux ajoutés aux anciens; augmentation de revenu réel pour tous.

BORNÉS au commencement de l'hypothèse à 2000 ogres déterminés à consommer dans la capitale tout ce qu'ils auroient pu consommer dans leurs châteaux,—nous avons observé qu'il ne pouvoit leur rester des deux milliards de leur prétendu revenu, que 222 millions 222 mille 222 livres, après que les différens objets de leurs fantaisies étoient rendus bien conditionnés,

des quatre parties du monde, dans leurs hôtels à *Paris*.—Mais voici un autre malheur, *si ce que je viens de dire en est un* :—les nouveaux affranchis, l'unique espoir des déclamateurs & des enthousiastes pour repeupler les provinces,—sont également déterminés à consommer dans le gouffre où toutes les provinces, dit-on, viennent s'engloutir, les 33 millions 333 mille 333 livres de revenu dont ils jouissent aussitôt que l'intérêt est remonté à 5 pour cent.—Apprécions ce second malheur.

Il ne reste plus aucun doute qu'en première instance les deux milliards du prétendu revenu de nos ogres, ne leur rendent *net* que 666 millions 666 mille 666 livres,—dont ils donnent ensuite les deux tiers,—lorsqu'on leur rend, des quatre parties du monde, tous les objets de leurs fantaisies, dans leurs hôtels à *Paris* :—observez maintenant que les anciens préposés sont exactement soumis aux mêmes escamotages ;—car il est physiquement impossible qu'ils retirent solidement & constamment leurs 5 pour cent d'intérêt, avant que la masse de leurs anciennes épargnes soit exactement incorporée dans l'ancienne circulation,—c'est-à-dire *avant que toutes les branches de l'agriculture & de l'industrie nationale, aient attiré, sucé, pompé, leur portion*

naturelle dans les 666,666,666 livres ci-devant entassées ; le moment de l'un est toujours une démonstration de celui de l'autre.

Observez d'ailleurs que c'est uniquement cette opération sourde, ignorée, qui a augmenté *la quantité* des produits en raison des nouvelles consommations,—& *leur prix* en raison de la somme introduite dans la circulation au-delà de celle qui eût été nécessaire pour les payer aux anciens prix.

Observez encore qu'il ne peut entrer un écu dans la poche de celui qui a prêté son argent, qu'après, *après*, que celui qui l'a emprunté, en a au moins retiré deux,—savoir, le premier pour le travailleur qu'il emploie sur la terre ou dans l'industrie, & le second, *le second*, pour lui-même ;—& que si cette opération n'est pas immédiate du prêteur à l'emprunteur, elle se fait nécessairement à la seconde ou troisième cascade, puisqu'elle occasionne toujours, ou bien une dépense qui amène une nouvelle production,—ou bien le paiement d'une dépense qui la garantit, en fournissant au triple intérêt dont j'ai si souvent parlé, celui du prêteur, celui de l'emprunteur, & celui du travailleur qu'il nourrit avec sa famille,—lequel dernier intérêt dans mon

énumération actuelle, est toujours le premier payé.

Ainsi donc vous êtes assuré, 1°, que les 33 millions 333 mille 333 livres du revenu actuel des préposés, démontrent une augmentation de 66 millions 666 mille 666 livres de revenu tant réel que nominal dans les provinces ; & 2°, que les deux tiers des 33 millions 333 mille 333 livres du revenu net des préposés, vont être consacrés à payer les frais qu'on a déjà faits ou qu'on va faire pour transporter, n'importe de quel endroit de la terre, tous les objets de leurs fantaisies, dans leurs maisons à *Paris*. Rien de plus à ajouter à cet égard, si ce n'est, que si l'on veut avoir une idée claire de ce qui constitue le prix des choses,—idée si nécessaire pour ne pas déraisonner sur tout ce qui intéresse la société,—il ne faut jamais perdre de vue que la valeur intrinsèque d'un objet, n'est que la somme des nourritures & des vêtemens dûs à ceux qui l'ont produit, & aux propriétaires des capitaux qui ont coopéré tant à sa production qu'à son transport au lieu de sa consommation,—& que payer cette valeur n'est autre chose que rembourser des avances qui vont recommencer le même cercle d'opérations.

Mais, direz-vous, on paie visiblement de cette manière tous les objets le double & le triple de leur valeur :

1°, Ne faites jamais cette objection contre les prix exorbitans soit de *Paris* soit des provinces, pendant que vous accorderez quelque privilège exclusif contre quelque marchand que ce soit, *national* comme étranger, & *sur-tout étranger* ; car c'est le moyen le plus infaillible de payer le double, triple, ou quadruple, ce que la concurrence donneroit pour le simple.

2°, Quand un marchand rançonne une de ses pratiques avec ou sans privilège, c'est comme lorsqu'un domestique, blanc ou nègre, vole son maître, un enfant son père, une femme son mari ;—c'est un grand mal sans doute, & quoiqu'on ait tort de pendre les plus capables, on a bien raison de faire de son mieux pour s'en garantir ;—mais enfin la richesse générale ne perd rien, *pourvu que les coupables n'enfouissent pas le montant du rançonnement, de l'escroquerie, ou de l'escamotage* ;—car alors ce n'est qu'un déplacement de dépense qui n'affectera point la reproduction, & conséquemment le revenu général.

Ces détails étoient nécessaires pour n'être pas effrayé des suites de la seconde époque dont j'avois à parler, &c de toutes les époques ultérieures dont il fera facile de se faire une idée sur les deux premières.

Vingt années de clientèle ou d'esclavage avoient suffi à une masse de 40 mille préposés pour s'assurer un capital de 666 millions 666 mille 666 liv. qui leur donne la faculté de dépenser annuellement 33 millions 333 mille 333 liv. à *Paris*.

Mais les 20 années suivantes, grâce à l'affranchissement qui borne chaque ogre à 4 préposés, ne présente qu'une masse de 8 mille préposés au lieu de 40 mille :—

Ces 8 mille préposés à l'expiration des 20 ans, ont aussi épargné une somme équivalente à une année du revenu *net* de leurs patrons :— or ce revenu n'est plus 666 millions 666 mille 666 livres ;— nous avons vu qu'il étoit monté, grâce à l'affranchissement qui a mis les épargnes en activité, à 999 millions 999 mille 999 liv, disons un milliard.

Ce n'est pas tout : — les épargnes annuelles qui leur ont procuré ce capital énorme (*toute dépense honnête largement payée*), n'ont pas été entassées comme aux tems du luxe de la grande représentation ; — elles ont continuellement & successivement été placées *au plus grand avantage de leurs propriétaires* : — ELLES ONT CONSÉQUEMMENT SERVI A CRÉER ANNUELLEMENT de nouveaux établissemens & de nouveaux produits tant sur la terre que dans l'industrie, — à perfectionner les anciens, — à simplifier les opérations, & assurer par ce moyen aux propriétaires de ces épargnes, l'intérêt, non pas d'un milliard, *mais celui de deux*, — puisque le simple intérêt à recevoir l'année d'après que chaque somme est placée, suffit pour la doubler après 20 ans. — *N.B. que cet intérêt qui forme le nouveau revenu, se trouve payé sans diminuer, soit réellement, soit nominalelement, celui d'aucun autre ; & même en augmentant celui des ogres, & conséquemment celui de l'État.*

Voyons de combien l'un & l'autre sont augmentés.

Suivant les principes établis, l'intérêt *constamment payé* des deux milliards reconnus dans les mains des préposés restés en place, annonce

évidemment le triple de la même somme en nouveaux produits tant sur la terre que dans l'industrie, l'année d'après qu'elles sont arrosées l'une & l'autre de ces deux milliards ; — or l'intérêt que les préposés en retire alors, est 100 millions : — *donc le revenu de la terre & de l'industrie est augmenté de 300 millions.* —

Mais les ogres ont toujours finalement, en revenu net, la valeur du tiers des produits de la terre & de l'industrie : — donc les ogres sont enrichis de 100 millions, comme l'État de 300 ; — & enrichis, *grâces tant au milliard que les préposés restés en place ont épargné, pendant les 20 ans de la seconde époque, — qu'au milliard d'intérêt que ces mêmes préposés en ont retiré, & qu'ils n'ont pas dépensé, MAIS PRÊTÉ.*

Il se présente ici une question fort naturelle : — *Comment l'état n'est-il enrichi que de 300 millions à la fin de la seconde époque, — pendant qu'à la fin de la première, son revenu étoit augmenté d'un milliard ?* — C'est ce qu'il est essentiel d'expliquer plus particulièrement pour donner un nouvel exemple de la différence des deux principaux rôles que joue l'argent dans la circulation ; ils sont ici très-aisés à distinguer. —

Dans

Dans le milliard de richesses acquises pendant la première époque,—si l'on met à part l'effet des divines simplifications, *filles d'un luxe & mères d'un autre*,—il n'y avoit peut-être qu'environ 100 millions (*valeur intrinsèque*) de nouveaux produits, de produits réels additionnels; les 900 autres millions ne formoient qu'une valeur *nominale* additionnelle, *due à ces 666 millions 666 mille 666 livres ci-devant entassées*, puis, successivement incorporées à la masse d'espèces circulantes, supposée d'un milliard 333 millions 333 mille 333 livres avant l'affranchissement.

Cependant ce n'est point à ces 300 millions dont j'ai parlé plus haut, qu'on doit borner l'augmentation de la richesse acquise à la seconde époque; car la première nous avoit favorisés de 37 mille anciens préposés (voyez page 76), réduits à 4500 livres de capital, & conséquemment à 225 livres de revenu :—

Or ces petits préposés font un ordre de gens bien précieux pour les ogres & pour beaucoup d'autres, puisqu'ils se sont décidés à ne dépenser sur leur modique revenu de 225 liv. rien de plus que les 125 livres qui seroient revenus à chacun d'eux si les 3 milliards du

revenu général à la première époque, eussent été exactement partagés entre les 24 millions d'habitans du royaume ;—d'ailleurs au lieu d'enfouir leurs épargnes, comme avant l'affranchissement, ils n'hésitèrent pas à les mettre journellement *en capital productif*, pendant que sous le titre de détailliers, d'entrepreneurs, de directeurs & inventeurs sous toutes les dénominations, ils produisirent les fantaisies, quand il leur fut impossible d'irriter les desirs ou de ranimer les goûts ;—c'étoit aussi l'unique moyen qu'ils eussent pour alimenter & vêtir *aux dépens de tant de gens blazés sur tout*, les 2 millions 600 & quelques mille créatures humaines, prétendues affranchies, fixées à *Paris* par l'occasion d'un travail immédiat, & qui ne peuvent y recevoir les 10 à 12 livres de vêtemens & de nourriture dont ils ont journellement besoin, qu'à mesure que les *détailliers, directeurs, inventeurs, &c.* escamotent d'une façon ou d'une autre tout ce qui reste après le choix des 10 à 12 livres nécessaires aux besoins de chaque ogre & de leurs grands préposés anciens & nouveaux.

On croiroit que cette petite portion d'épargnes subalternes, tournée en capital productif, même en y joignant la rubrique des escamotages dont j'ai parlé, ne peut faire qu'une médiocre addition

au revenu général ;—c'est ce que nous allons chercher en supposant l'escamotage au taux le plus honnête.

Trente-sept mille fois 100 livres d'épargnes subalternes mais annuelles, sur autant de fois 225 livres d'intérêt que les différens *entrepreneurs, détailliers, &c.* pouvoient dépenser,—font dès la première année un capital de 3 millions 700 mille livres, & conséquemment un de 74 millions au bout de 20 ans :—

Sans mettre en jeu l'intérêt composé, on doit présumer que ces braves gens ont retiré sur un médium 10 pour cent de ce capital, puisqu'ils sont en même tems & capitalistes & administrateurs ;—on doit même supposer qu'ils ont tout doucement augmenté leurs petites jouissances des aubaines qui leur ont donné plus de 10 pour cent ; c'est assez l'usage, quoique au grand scandale des antagonistes du luxe ;—*les 74 millions sont donc, après les 20 ans, montés à 111 millions.*

Mais ces 111 millions de nouveau capital n'ont été créés qu'avec le secours d'un capital d'un autre espèce, celui de 2 millions 660 & quelques mille travailleurs à *Paris* ;—or il reste

dans les provinces un autre capital d'environ 16 millions de travailleurs, avec lesquels un nombre proportionné d'épargneurs subalternes provinciaux, n'auront pas manqué de faire comme ont fait ceux du même acabit à *Paris*:— or on trouve fix fois 2 millions 660 mille travailleurs dans le nombre de 16 millions.

Donc voilà une augmentation de fix fois 111 millions dans les provinces,—qui, réunis avec les 111 de *Paris*, forment un capital de 777 millions,—qui donne 38 millions 850 mille livres d'intérêt à ses propriétaires, à la fin de l'année qui suit les 20 ans employés à le former.

Or il ne peut donner ces 38 millions 850 mille livres de revenu à ses divers propriétaires, sans donner le double à l'État, puisqu'il faut de plus— un pareil intérêt pour ceux qui font valoir ce capital, & un pareil encore pour le travailleur;— & ces trois intérêts forment ensemble un revenu de 116 millions 550 mille livres, auquel on n'avoit pas songé.

Donc à la fin de la seconde époque le revenu général de l'État sera augmenté, non pas seulement des 300 millions dûs aux épargnes des affranchis en place,—mais encore des 116 mil-

lions 550 mille liv. dues aux épargneurs subalternes tant des provinces que de *Paris*;—ce qui présente à la fin de la seconde époque, un revenu général de 3 milliards 416 millions 550 mille livres.

Mais combien gagnent les travailleurs ?—car il est permis de s'en inquiéter, lorsqu'on réfléchit que sans leur secours, le pays le plus vain de sa fertilité ne feroit pas plus florissant que le nord de la *Sibérie*.

Il me semble qu'il est aisé de le savoir, en distinguant les périodes. Mais je dois prévenir les âmes sensibles, qu'avant de s'attrister sur le sort des travailleurs, ils doivent finalement se décider à abolir la propriété, ou bien à permettre que les produits de la terre & de l'industrie se partagent naturellement, dans le période actuel de la société en *France* & en *Angleterre*, en trois parties assez égales,—l'une pour le propriétaire de la terre qui donne tout, l'autre pour le propriétaire du travail qui arrange tout, & la troisième pour le propriétaire des capitaux qui mettent tout en mouvement dans l'industrie & sur la terre :—j'avoue même que je n'ai pu me faire aucune idée d'une distribution plus sage & plus juste,—quoiqu'elle ne

soit le produit ni de la sagesse ni de la justice des hommes, mais seulement l'effet de *cette pression réciproque qui établit la symétrie la plus exacte dans cet admirable édifice que nous appelons ruche.* (Voyez Confid. page 194).

Ainsi donc, lorsque le revenu général de la nation étoit 2 milliards, au moment de l'abjuration du luxe de la grande représentation,—les travailleurs avoient annuellement le tiers de cette somme qui fait 666 millions 666 mille 666 livres, & donnoit annuellement pour chacun, tant homme que femme & enfans, 4 l. 13 s. 4 d. ce qui met la journée *complete* de la famille, si le chef reçoit tout, à 11 sols 1 denier & un tiers, en comptant 300 jours de travail.—S'ils avoient reçu plus, les propriétaires tant de la terre que des capitaux secondaires n'auroient pas reçu la portion à laquelle ils pouvoient strictement prétendre ; ils auroient fait un acte de générosité :—mais si les travailleurs avoient reçu moins, les propriétaires de la terre & des capitaux secondaires se feroient bientôt trouvés victimes de leur propre injustice, *puisque les travailleurs doivent non-seulement consommer MAIS PAYER le tiers de la valeur des productions du royaume, & que la somme de salaires qu'ils auroient reçue de moins que ce tiers, auroit visiblement diminué*

d'autant leur consommation,—& conséquemment la richesse des propriétaires,—A MOINS QUE CEUX-CI N'EUSSENT DÉPENSÉ EN AUMÔNES ET EN HÔPITAUX, CE QUE LES TRAVAILLEURS DEVOIENT CONSOMMER EN SALAIRES.

Lorsqu'à la fin de la première époque, le revenu général fut 3 milliards,—la journée complète fut 16 sols 9 deniers.

Lorsqu'à la fin de la seconde époque, le revenu général fut 3 milliards 416 millions 550 mille livres,—la journée complète fut 19 sols moins quelques fractions qu'on abandonna probablement au travailleur sans hésiter;—sans hésiter, car observons une différence essentielle entre l'augmentation de la richesse *réelle* que produit une demande plus considérable de travail pendant la paix, & l'augmentation de la richesse *nominale* qui accompagne les taxes qu'exige la guerre:—dans le premier cas, *le prix du travail augmente, celui d'un grand nombre de ses produits diminue bientôt, grâce aux simplifications, & tout le monde est content*; dans le second cas, tout enchérit, personne n'augmente qu'à l'extrémité le prix du travail, & tout le monde se plaint;—tout le monde, excepté la sagacité politique qui se glorifie toujours de tout, paie toujours pour

s'en faire applaudir, se fait toujours payer comme si elle méritoit les applaudissemens, & moleste, si elle peut, quiconque ose la juger & afficher la sentence.

Projet qu'il suffiroit de rapprocher de beaucoup d'autres pour les réduire à leur vraie valeur.

POURQUOI les 1000 préposés de la première classe, & les 2000 de la seconde, qu'on suppose dépenser très-exactement, les uns leurs 15 mille livres de rente, & les autres leurs 5 mille livres de revenu,—ne les mettent-ils pas aussi en capitaux productifs ? car on voit que s'ils vouloient, comme les 37 mille subalternes, se borner annuellement à une dépense de 125 livres, & mettre le reste en capitaux & les faire valoir,—cette petite opération seule augmenteroit le revenu de l'État, du triple intérêt de la somme de 499 millions 625 mille livres, qui leur resteroit après avoir annuellement prélevé & consommé chacun leurs 125 livres.—Quelle perspective pour la fin de la troisième époque ! On s'enivre à considérer la quatrième ! Mais on se perd dans l'immensité de la richesse nationale, même à la fin du premier siècle.—Ne

pourroit-on pas imaginer quelque bon règlement qui fixât à jamais les préposés dans leur sphère, & les réduisît à l'heureuse nécessité de consacrer éternellement à l'augmentation de la richesse nationale tous les intérêts qu'on les empêcheroit de dépenser à de misérables objets de luxe?—Les Égyptiens qu'on admire avec tant de raison, &c. &c.

Oh ! oui, certainement les *Égyptiens* étoient de grands hommes ; & l'on feroit bien plus grand qu'eux, si l'on imaginoit ensuite un autre règlement, ou du moins une tournure, qui déterminât *avec douceur* les 2000 ogres à mettre annuellement aussi en capitaux productifs, le milliard 138 millions 600 mille livres, qui leur reviendrait infailliblement de leur revenu chaque année après la seconde époque, s'ils vouloient rester dans leurs provinces & n'y dépenser chacun que 125 livres par an, comme leurs préposés de toutes les dates seroient obligés de le faire après le règlement sublime qu'on propose d'imaginer.—

Mais observez que ce n'est pas tout que de produire ;—je l'ai dit plus haut, il faut consommer tout ce qui se produit :—*sans la consommation, point de richesse dès la première année,*

Et plus de reproduction à la seconde. Il me semble que le tableau des opérations de la nature, débarrassée, comme je l'ai supposé, des entraves dont on la charge par-tout, & *aidée du simple ressort de la cupidité particulière dont elle arma Et cuirassa chaque individu* (Considérations), présente dès la seconde époque, un spectacle bien capable d'engager désormais à se reposer de tout sur elle.—Car enfin c'est précisément *grâces au défaut de ces loix Égyptiennes si vantées*, que ces différentes cupidités sont éveillées & actives de toutes parts,—que chaque homme travaille avec ardeur, parce qu'il est sûr de n'avoir absolument, pour arriver à une situation *qu'il estime* plus avantageuse que celle dont il jouit, d'autre obstacle à vaincre *que son ignorance ou sa paresse dont il peut triompher*.—Mais ces distinctions, soit de vêtemens soit de couleur, & toute autre institution du même genre, *Égyptienne ou Persane*, antique ou moderne, imaginée ou imaginable, pour fixer l'espèce du travail & le degré du mépris ou du respect, destinés à jamais à la génération d'un homme, *ne seroient propres qu'à dessécher dans le cœur de tout homme, l'émulation Et l'honneur jusques à la racine*;—l'émulation, cet heureux instinct de l'aptitude à faire tout ce qu'un autre a fait,—

l'honneur, cette conscience de la dignité de l'homme, ce sentiment inappréciable qui peut tout régénérer, tout reproduire, tout créer,—quand tous les autres sentimens sont anéantis.

Cette rage universelle de tout disposer, diriger, placer, limiter, talens, goûts, passions, richesses, &c. n'a d'autre effet que de tout mettre hors de sa place. Tout la prend insensiblement lorsque l'Administration se borne à protéger tout homme contre tout autre,—la philosophie, à chercher la vérité, bien sûre qu'elle n'aura jamais qu'à la bénir dans toutes ses conséquences,—& la morale, à prêcher la paix, à recommander l'amour de tous les hommes, même des *Turcs*, *car les Turcs sont aussi nos frères*, suivant un Evêque François cité par M. de Mirabeau,—à publier, inspirer, augmenter l'horreur, & dévoiler la folie d'avancer, d'affirmer, *qu'une nation soit l'ennemie naturelle d'une autre*,—sentiment qui ne peut exister dans le cœur d'aucun homme, & qui, s'il existoit, ne démontreroit avec évidence que la peur d'un enfant ou la férocité d'une brute.

Sujet d'inquiétude sur la seconde époque, augmenté par la perspective du résultat de la troisième.

Nous voyons à la seconde époque, 1^o, une masse de 37 mille préposés, qui par la seule rubrique de tourner annuellement chacun 100 livres de leurs épargnes en capitaux productifs,—présente à la fin de l'époque un capital de 111 millions à *Paris*, qui en démontre un autre de 666 millions dans les provinces;— & 2^o, une masse de 8 mille préposés restés en place pendant cette seconde époque, & qui se retirent après qu'elle est révolue avec un nouveau capital de deux milliards.

Maintenant si l'on réfléchit que dans le nombre de ces 8000 nouveaux affranchis, à peine deux mille des plus habiles s'élèveront à la dignité d'ogres, dévorant annuellement, sur un médium, 30 mille livres de revenu chacun;—il restera donc une populace de 6000 subalternes, qui trop prudents pour s'ériger en ogres, seront assez adroits *pour s'établir en 20 corporations*, décidées à former soit nouvelles manufactures, soit entreprises d'un autre es-

pèce,—& au lieu de dévorer annuellement 6666 livres qu'ils auront chacun de revenu, se borneront à manger modestement 1666 livres, & consacreront le reste à ces entreprises qu'ils feront çà ou là, peu leur importe, pourvu qu'elles leur donnent 10 pour cent de profit annuel sur la somme qu'ils ne veulent pas dépenser :—or cette somme étant 5000 livres, doit se multiplier par les 6000 entrepreneurs incorporés, & former *un total* de 30 millions chaque année, qui, tourné successivement en capitaux productifs, donnera au bout de 20 ans, avec le secours du simple profit annuel de 10 pour cent, un nouveau capital de 1200 millions.

Ce n'est pas tout ; car il faut y ajouter les deux milliards & quelques cent millions d'épargnes, que les préposés qui vont remplacer les 8000 derniers affranchis au commencement de la troisième époque, auront tournées en capitaux productifs quand cette époque sera révolue :—

Voilà une création immense de nouveaux capitaux,—*qui augmentent continuellement, sans diminuer le revenu des capitaux antérieurs !—* Qu'est-ce donc qu'un capital ? & de quelle somme

doit être accrue la masse d'espèces en circulation, pour soutenir ce prodigieux édifice qui jusqu'ici paroît bâti dans les airs ?—(C'est ce que j'ai ouï dire mille fois, sur-tout par rapport à l'*Angleterre*).—

Réponse.

Quoi, l'argent vous inquiète encore ?—Vous êtes donc plus difficile à convaincre que la Chambre Haute de la *Grande-Bretagne* ;—car après qu'un Pair de ce royaume y eut représenté l'année dernière le ridicule des anciennes idées sur la balance en argent, & sur la nécessité prétendue de veiller aux opérations qui pouvoient, disoit-on, l'empêcher d'être à jamais la plus énorme possible,—cet article de l'excellent discours qu'il prononça dans cette séance, fut le seul qui resta sans réplique ;—or observez que cet article réfutoit l'opinion d'un Prélat très-éclairé dans beaucoup de choses, mais qui conservoit encore les anciens préjugés sur l'argent, & répugnoit (*à l'égard des haines nationales*) à l'idée d'adopter *publiquement dans le Conseil de la nation*, le sentiment *évangélique* que le digne Prélat *François* dont j'ai parlé, recommandoit dans la chaire épiscopale avec cette éloquence sublime, irrésistible, — LES TURCS SONT AUSSI NOS FRÈRES.

Cependant comme il s'agit d'un tour de gibe-
cière dont la bonne mère Nature se sert à
chaque minute pour opérer celles de ses petites
magies, qui amusent & intéressent le plus ses
enfans,—on peut, sans donner minutieusement
le détail de l'appareil dont l'innocente opéra-
trice fait usage, appareil très-compiqué pour
un démonstrateur, & bien simple pour elle;—
on peut, dis-je, se contenter de présenter le
résultat de son opération, en établissant une
fois pour toutes ce que j'ai déjà dit bien des
fois & de plus d'une manière :—

1°, La masse d'espèces en circulation a cer-
tainement augmenté, ou augmentera s'il est
nécessaire qu'elle augmente ;—parce qu'au mo-
ment où le besoin est senti, beaucoup de gens
voient le profit qu'ils auront à y satisfaire,—
& que l'occasion du profit est infiniment plus
rare, que ceux qui la veillent avec les moyens
& l'intention de la saisir.

2°, Il est néanmoins très-possible qu'il n'y
ait pas dans la circulation un fol de plus qu'à
la première époque, par une raison analogique
très-concluante : la voici.

A la fin de la seconde époque le revenu général n'est monté que de 3 milliards à 3 milliards 416 millions 550 mille livres (voyez page 101), ce qui ne fait pas même un 8^e dans les 20 ans de la seconde époque :—ajoutez-y, si vous voulez, deux autres 8^{es} pour la troisième époque,—& songez ensuite qu'en *Angleterre*, dans moins d'un siècle, le revenu général a plus que doublé, *puisque le prix du travail est plus que le double de ce qu'il étoit* :—

Or l'opinion la mieux motivée est qu'il n'y a pas aujourd'hui en *Angleterre* plus d'argent qu'il n'y en avoit au commencement du siècle,—& de fort grands calculateurs prétendent même qu'il y en a beaucoup moins.

Cependant tout homme qui jouit d'un capital,—d'une propriété quelconque en *Angleterre*, peut en trouver la valeur quand il le veut, s'il n'est pas commandé par l'avarice ou l'extravagance :

D'ailleurs tout homme sans propriété est indubitablement un fainéant, s'il n'y trouve pas bientôt tout l'argent dont il a besoin pour vivre :

Donc

Donc il feroit très-possible que mon hypothèse, qui présente une création si prodigieuse de capitaux, n'eût pas augmenté d'un sol le numéraire de la nation dont il présente les développemens ;—& il n'en feroit pas moins vrai que le prodigieux édifice, prétendu *bâti dans les airs*, se trouveroit très-solidement établi sur la terre.

3°. Enfin, il est très-probable que malgré l'énormité de ces capitaux créés, tant par la division & subdivision des richesses *quand personne ne s'y oppose*, que par l'activité donnée aux épargnes *quand tout le monde est bien sûr qu'un fripon, un insolent, ou un homme peu éclairé, ne viendra pas en enlever le fruit* ;—il est, dis-je, très-probable qu'il y aura beaucoup moins d'argent dans la nation qu'il n'y en avoit à la première époque, —précisément parce qu'ayant supposé l'administration uniquement occupée du soin de contenir les fripons, de réprimer les insolens, & d'engager les autres à se procurer des lumières, —la certitude d'arracher au moment du besoin, de tout détenteur injuste, *quel qu'il fût*, ce qu'il voudroit retenir, —aura produit la confiance, mis cent fois la parole à la place du papier, & mille fois le papier à la place de l'argent ;—lequel argent devenu

inutile, aura certainement été bientôt porté où il étoit nécessaire, & produit en retour (*au grand détriment des vieilles idées*) quelques marchandises étrangères, sur lesquelles on aura vu un bénéfice national assuré dans la consommation qui s'en fera dans la nation, & dans l'ardeur qu'elle donnera aux nationaux pour les imiter ou les payer par des marchandises équivalentes.

Mais enfin quelle est donc l'idée qu'on doit se former d'un capital, lorsqu'on voit qu'en Angleterre, le pays le plus fameux par l'immensité & l'activité de ses capitaux, il n'y a pas la cinquantième partie de l'argent qui feroit nécessaire pour les réaliser,—peut-être pas même la sixième partie de celui qu'il faudroit pour en payer seulement le revenu ?

Après ce que j'ai dit plus haut, je pourrois répondre simplement,—*Qu'importe, pourvu que les capitaux se réalisent toujours au moment du besoin, & que le revenu se paie toujours à la minute ?* On sait que c'est exactement le cas de l'Angleterre, & l'on doit sentir que ce sera également, quand on voudra, le cas par-tout ailleurs ;—mais cette réponse ne feroit que trancher la difficulté :—pour la résoudre, il faut revenir au grand principe que *l'argent monnoyé n'est qu'un*

signe de valeurs & un moyen d'en transférer la propriété,—& qu'il peut être aisément remplacé par tout autre signe ou moyen adopté comme tel par l'opinion publique,—laquelle opinion publique est toujours facile à décider par l'établissement de la supériorité de la loi sur tout autre pouvoir, & par le grand intérêt que tout autre pouvoir a de reconnoître cette supériorité.

Ainsi donc ce feroit se faire une idée très-incomplète & même fausse d'un capital, que de le considérer simplement comme une masse quelconque d'argent ;—puisque l'argent n'est qu'un signe de valeurs, & qu'un capital emporte l'idée des valeurs mêmes.

Cette première observation nous conduit à la conséquence, qu'il peut y avoir dans un pays une immensité de capitaux & un commerce immense, avec une très-petite quantité d'argent,—pourvu qu'il y ait la quantité d'autres signes équivalens, nécessaires pour représenter les valeurs dont le commerce a besoin de transférer continuellement la propriété.

Les observations suivantes, en donnant une idée de l'opération, indiquent la quantité de signes nécessaires pour l'effectuer.

Nous avons supposé 9 millions d'habitans dans la *Grande-Bretagne* ;—de ces 9 millions 3 sont attachés à l'agriculture & 3 à l'industrie :—

Nous avons dit aussi que le *prix commun* de la journée du travail en *Angleterre*, en 1779, étoit 16 sols, qui se partageoient entre le père & deux enfans hors d'état de travailler ;—ajoutez le tiers de cette somme pour la femme,—& nous aurons 21 sols & un farthing pour la journée *complète* de la famille :—

Maintenant, comptons rigoureusement 300 jours de travail, & nous trouverons qu'en 1779 on payoit annuellement en *Angleterre*, à la classe des travailleurs *tant de l'agriculture que de l'industrie*,—39 millions 999 mille 900 liv. sterling & quelques fractions : disons 40 millions sterling ;—

Les relevés de M. *Arthur Young* n'établissent le montant des journées payées aux travailleurs, *dans l'agriculture seule*, qu'à 18 millions :—mais il ne porte pas dans ce compte les sommes payées pour l'exploitation des bois, ni la taxe pour les pauvres ; qui supplée, comme je l'ai déjà dit, au déficit *occasionné par l'injustice, la fainéantise, la crapule, &c* quelques mauvais

règlemens :—on voit donc qu'il n'y a que très-peu de différence entre le résultat des détails de M. Young, & l'abstraction sous laquelle je présente l'objet;—

Les capitaux dans l'agriculture s'évaluent au denier 30 de leur revenu;—évaluez, si vous voulez, ceux de l'industrie au denier 20,—vous aurez une ligne proportionnelle de 25 :—multipliez donc par 25, les 40 millions sterling qu'on paie aux travailleurs *tant de l'agriculture que de l'industrie*,—& vous aurez, ce me semble, la masse des capitaux réels qui existoient en Angleterre en 1772 ;—masse dont l'existence ne fauroit être douteuse aussitôt qu'on observera qu'outre les 40 millions sterling de revenu qu'elle donnoit annuellement aux travailleurs, il falloit qu'elle en donnât autant aux propriétaires des capitaux, & autant à ceux qui les faisoient valoir, soit d'une façon, soit d'une autre :—

Or 40 millions sterling multipliés par 25, donnent un milliard sterling, qui faisoit en 1779 environ 23 milliards tournois :—

Or pour représenter au moment du besoin toutes les parties de ce capital de 23 milliards tournois, & de son triple revenu de 2 milliards

760 mille liv. ditto,—il n'existoit alors en *Angleterre* qu'environ 20 millions sterling, ou 460 millions tournois ;—c'est-à-dire, environ la 56^e partie du total des objets à représenter.—Qu'on fasse telle objection qu'on voudra, contre le prétendu défaut de signes ;—jusqu'ici du moins je n'en vois aucune contre l'existence réelle des capitaux :—passons aux signes.—

Observons qu'il falloit au moins les $\frac{3}{4}$ de la somme pour la circulation du revenu seul :—il ne restoit donc qu'environ 5 millions sterling, ou 115 millions tournois, pour les différens transports de la propriété de toutes les parties d'une masse de capitaux montant à un milliard sterling, ou 23 milliards tournois ; c'est-à-dire qu'il ne restoit en argent que la 200^e partie des capitaux à représenter, & susceptibles de changer de maîtres.—Cela me paroît encore évident ; & ce qui suit explique, ce me semble, la petite magie.

Supposez, si vous voulez, que toutes les propriétés changent de main tous les ans ; on sent combien cette supposition est éloignée de la vérité, relativement aux capitaux fonciers, terres, ou établissemens de l'industrie ; mais comme il est beaucoup d'autres propriétés qui changent

plusieurs fois de maîtres dans un an, j'adopte ce médium, qui vaut autant qu'un autre pour donner une idée très-juste de l'objet; dans ce cas il faut diviser la masse des 23 milliards tournois de capitaux transférables,—par les 300 jours où l'on peut effectuer ce transport, & nous aurons *journellement* 76 millions 666 mille 666 livres tournois de capitaux à transférer d'une main dans une autre :—

Or nous avons vu que dans cet état de pénurie prétendue où se trouvoit l'*Angleterre* alors, elle avoit, pour le transport des capitaux seuls, 5 millions sterling d'espèces, ou 115 millions tournois *continuellement* à ses ordres,—car personne n'enfouit l'argent dans ce pays; à peine est-il dans une main qu'il passe dans une autre,—*grâces à la supériorité de la loi sur tout autre pouvoir* :—

Donc tous ceux qui regardent en pitié les capitaux prétendus imaginaires de cette nation, n'ont eu jusqu'ici aucune notion distincte ni d'un capital ni des moyens suffisans pour en transférer la propriété. N.B. que je n'ai rien dit des billets de la banque, & de tant d'autres billets de banquiers.

Un capital est une hypothèque payable (*hors les tems de crises*) à volonté, sur tous les produits de l'agriculture & de l'industrie du monde entier ;—je dis *payable* sur le pied de la valeur qu'auront ces produits dans le pays où l'on en demandera le paiement :—c'est plus explicitement une *accumulation d'épargnes en objets tant de nécessité que de luxe*, dont l'existence & la quantité n'est pas mieux prouvée par la masse d'argent qui en désigne le montant, que par tout autre titre qui laisse à celui qui le possède, un moyen continuel de les réaliser, soit en argent, soit en marchandises,—& lui donne jusqu'alors un droit annuel à la valeur du tiers, & du tiers seulement, des objets que cette accumulation d'épargnes produit annuellement dans la nation où elle est placée,—& qu'elle y produira aussi long-tems qu'on ne la transportera pas ailleurs : — on a vu que les deux autres tiers se partageoient entre le travailleur & l'emprunteur qui met ce dernier à l'œuvre.

La définition & la description me paroissent justes. Il en résulte bien des conséquences ; entre autres, l'absurdité de rembourser les sommes prêtées par les étrangers quand ils ne peuvent pas les exiger, & par les nationaux quand on ne leur rend point

service en les remboursant ;—mais il ne s'agissoit ici que de tranquilliser ceux qui, frappés d'un moment de discrédit, *toujours occasionné par quelque mauvaise mesure publique, empirée par les manœuvres de l'agiotage*,—ne voient aussitôt que des destructions où il est physiquement impossible qu'il ne se forme pas continuellement des milliers de créations nouvelles.

Supposera-t-on, par exemple, qu'il n'y ait pas en *France* au moins 100 mille particuliers, qui, sur un médium, épargnent annuellement 1500 livres tournois de leur revenu ?—

Mais 1500 livres tournois par an, multipliés par 100 mille prêteurs (car on ne peut faire valoir son argent qu'en prêtant soit à ses propres établissemens soit aux établissemens de quelque autre), ces 1500 livres tournois, dis-je, ainsi multipliés, font 150 millions tournois par année.

Mais 150 millions par an forment au bout de 20 ans 3 milliards :—

Mais il faut ajouter 1 milliard 500 mille livres, pour le simple intérêt à 5 pour cent, & nous aurons après 20 ans, 4 milliards &

de demi d'augmentation de capitaux :—passons au revenu.

Les 4 milliards & demi de capitaux donnent, l'année suivante, 225 millions d'intérêt aux prêteurs :—

Mais 225 millions d'intérêt, payés aux prêteurs, supposent un bénéfice de 450 millions de plus, à partager entre le travailleur & l'emprunteur,—*qui n'eût pas mis le travailleur à l'œuvre, s'il n'eût pas été sûr de ce bénéfice :—*

Donc la nation se trouvera enrichie, après 20 ans, & d'un capital de 4 milliards de plus, & d'un nouveau revenu de 675 millions,—*revenu assuré jusqu'à la destruction de l'agriculture & de l'industrie nationale.*

Multipliez maintenant ces 675 millions par 5 époques de 20 années chacune, pour avoir le produit du siècle;—vous trouverez 3 milliards 380 millions de revenu additionnel :—or il n'y avoit que 3 milliards 416 millions 550 mille livres de revenu général (voyez page 101).

Donc, dans un siècle *de paix*, le revenu de la France seroit, l'on peut dire, doublé *réelle-*

ment.—Réellement, dis-je, & non pas *nominalement*, comme si les sommes, au lieu d'être répandues sur la terre & dans l'industrie,—étoient prodiguées par la sagacité politique à conquérir ou acheter des royaumes, à former des colonies comme en *Amérique*, ou à les rançonner comme dans les *Indes*, ou à payer des subsides, ou à gager des espions, &c.—Mais ce ne seroit pas seulement en *France* que ce petit miracle s'opérerait,—ce seroit par-tout,—& par-tout en raison de la population, de l'agriculture, de l'industrie, & de la liberté.

Si cela paroît singulier,—examinez, non-seulement s'il est possible que la chose soit ainsi, mais s'il n'est pas impossible qu'elle soit autrement;—& peut être vous direz ensuite que ce n'est plus dans notre siècle qu'on doit conter que parce qu'un homme naît, croît, décline, & meurt,—parce qu'un fruit paroît, grossit, mûrit, & tombe,—il faut bien s'attendre à voir successivement tous les royaumes se former, s'enrichir, briller, & s'éteindre. Ces anciennes successions & révolutions d'empires fondés sur l'intérêt prétendu d'un seul, de dix, de trente, reparoîtroient sans doute si tout le genre humain retomboit dans la barbarie;—mais la barbarie suppose l'absence des lumières, ou le pouvoir de les étouffer:—ce

pouvoir n'est plus dans la main des hommes ;— la sagacité politique peut encore avoir quelques instans de prestige en sa faveur ;—mais j'ai bien de la peine à croire qu'elle ne soit pas, avant vingt ans, réduite à sa valeur précise dans toute l'*Europe*,—si les Assemblées Provinciales sont protégées en *France*,—protégées, c'est-à-dire laissées libres, par le bon, le très-excellent Prince qui les a établies.

Perspective bien différente. Moyen infaillible de la réaliser, même dans le tems de la plus profonde paix.

ON a vu que la fin de la seconde époque, avoit porté le revenu général, de 3 milliards, à 3 milliards 416 millions 550 mille livres ;— & l'on a pressenti combien il devoit être plus considérable à la fin de la troisième époque, en observant qu'outre les anciens capitaux, on aura, 1^o, ceux qui seront produits par les épargnes des nouveaux préposés, & 2^o, ceux que produiront les épargnes des affranchis qui se sont établis en 20 corporations.—Mais si l'on veut replonger la nation dans le même état d'où la liberté l'avoit tirée,—rien de plus facile avec le simple secours des 20 corporations dont j'ai

parlé ;—j'avoue même que je ne les avois absolument créées que pour cet objet ; (les corporations telles qu'elles existent ne peuvent être bonnes à autre chose). Il ne me reste plus qu'à supposer qu'elles ont réuffi dans la tentative *qu'elles ont infailliblement faite*, d'extorquer, obtenir, ou escroquer du Gouvernement,—

Un premier règlement qui récompense, & conséquemment assure, la plus grande exportation possible des marchandises nationales :

Un second règlement qui mette le plus d'entraves possible à l'introduction des marchandises étrangères :

Un troisième règlement qui proscrive l'exportation du blé, par le motif le plus humain,—*afin que le pain du travailleur soit le moins cher possible :*

Enfin un quatrième règlement qui condamne à la potence, aux galères, ou à la prison, les ingrats & les mutins qui ne seroient pas contents du prix que les manufacturiers fixeroient pour leur travail, après que ces généreux manufacturiers auroient enlevé *du revenu des ogres*,
EN DIMINUANT LE PRIX DU BLÉ, tout l'argent

l'argent nécessaire pour que ces mutins & ces ingrats eussent le pain au meilleur marché.

Commençons par examiner la différence des positions, car c'est en cela que consiste tout le secret de l'opération que j'ai annoncée.

Dans la première & seconde époque, nous avons toujours vu un homme assez fort pour se défendre contre un autre,—parce que le Gouvernement étoit neutre :—

Mais après l'obtention des quatre réglemens, nous ne voyons plus qu'un être isolé, demandant en tremblant, à la Cupidité & à l'Avarice soutenues de la potence, des galères, & des prisons,—la modique pitance que la Cupidité & l'Avarice jugeront indispensable de donner,—*pour continuer l'espèce destinée à les servir.*

Ne foyez donc pas étonné si le prix du travail, qui devoit être au moins de 22 sols à la fin de la troisième époque,—*tout le monde enrichi dans la même proportion*,—tombe encore à 11 sols, comme avant l'affranchissement,—*tous les propriétaires de terres appauvris dans une raison semblable s'ils n'ont aucune dette, & dans une raison bien plus forte si leurs terres sont grevées de quelque hypothèque.*

Voici l'opération bien motivée, & bien plus aisée à calculer qu'aucune autre.

Les manufacturiers, sûrs d'avoir convaincu le Gouvernement, que *l'avantage du commerce de concurrence chez l'étranger, ne peut être qu'en raison précise de la quantité de pain & d'eau qu'on ne peut refuser au travailleur pour lui laisser le degré de force dont les manufacturiers ont besoin pour le travail qu'ils en exigent*,—se souviennent bientôt d'avoir vu la journée du travailleur à 11 fols :—

Or, si l'on réduit encore le travailleur à 11 fols, il aura indubitablement ce degré de force, puisqu'il fera dans le même cas où il étoit au moment de l'affranchissement,—*ne travaillant que pour subsister, & ne subsistant que pour travailler*, AINSI QU'IL EST VISIBLEMENT AVANTAGEUX POUR LE COMMERCE :—

Donc il faut fixer les journées du travailleur à 11 fols.

Mais le pain ne valoit que 4 à 5 liards alors :—

Donc il faut réduire le pain à 4 ou 5 liards ; rien de plus facile, grâces à la défense d'ex-

porter le blé de province en province :—nous pourrons même par la suite obtenir la défense de l'exporter d'une paroisse à l'autre ;—& jusques-là nous obtiendrons *le privilège exclusif* de le transporter où il fera nécessaire.

Mais le prix du blé commande celui de tous les autres produits territoriaux :—

Et voilà justement le fin de l'opération, le sublime du procédé ;—car 1°, nous aurons tous les autres produits à la moitié de leur valeur ; & 2°, grâce à la prohibition absolue des marchandises étrangères, ou du moins à l'exclusion des étrangers qui voudroient les vendre eux-mêmes, *& que nous ferons rançonner pour les en dégoûter*,—nous tiendrons le prix des nôtres au taux le plus haut possible.—N'est-il pas évident que cela suffit pour nous délivrer à jamais de la douleur de voir les ogres territoriaux acheter & dévorer scandaleusement, comme ils faisoient, cette quantité prodigieuse d'objets de toute espèce, dont nous tirerons un parti bien plus avantageux à l'État, *en les vendant à l'étranger ?*

Mais comment ferons-nous nos retours ?—En argent sans doute,—puisque nous avons pris des mesures si justes pour que les ogres territoriaux
n'aient

n'aient pas un sol à prodiguer en marchandises étrangères, comme ils faisoient si scandaleusement avant les quatre réglemens sublimes.

En argent ! Il faut bien nous en garder.— Étourdissons toujours le Gouvernement avec la nécessité de la divine balance, & les miracles qu'elle doit opérer ; mais gardons-nous bien d'importer de l'argent ;—il faudroit l'enfouir ou le répandre :—l'enfouir, il ne nous rapporteroit aucun intérêt ;—le répandre, le prix du blé augmenteroit aussitôt, puis le prix de tout le reste, — *Et peut-être même celui du travail, si nous avions le malheur d'avoir un peu de vergogne,*—ce qui détruiroit de fond en comble notre merveilleux édifice.

Que faudra-t-il donc faire ?

Préparer, arranger, modifier, Et interpréter nos traités de commerce de manière, 1°, que nous fournissions les étrangers de tout, ET SUR-TOUT SUR NOS PROPRES VAISSEaux,—2°, que nous ayons toujours quelque raison ou prétexte pour que les étrangers ne fournissent notre nation de rien, ou du moins SUR LEURS PROPRES VAISSEaux,—3°, enfin, que les marchandises étrangères que NOTRE INTÉRET nous obligera de recevoir en

échange de nos marchandises nationales, ne passent que par entrepôt dans notre pays.

Et puis, divins Monopoleurs, & puis ?

Et puis, nous ferons les maîtres de nous retirer dans les pays que nous aurons enrichis ; mais il ne faudra y songer qu'après que nous aurons entièrement dévasté le nôtre.

Voilà certainement le moyen le plus simple, le mieux imaginé, le plus infaillible, pour réduire les ogres au régime, bannir le luxe d'un royaume, & *avilir tous ceux qui l'habitent.*— Si l'on en doute après tant d'éloges prodigués aux actes de navigation, aux privilèges exclusifs, aux prohibitions d'exporter le blé, aux faveurs accordées à l'exportation de tout le reste, aux entraves mises à toute interposition des étrangers, & enfin aux interprétations les plus odieuses & les plus ridicules données ouvertement à tout ce qui en est susceptible,—examinez non-seulement si le tableau que je viens de présenter de la rapacité & des ravages du monopole, peut être exact,—mais s'il n'est pas impossible qu'il ne le soit pas, en raison de la protection donnée aux quatre réglemens dont j'ai parlé.—Attendez ce qui suit, avant de m'opposer le triomphe du

monopole en *Angleterre*, & la richesse générale de la nation.

Maintenant donc, laissez subsister les deux premiers de ces quatre réglemens,—abolissez les deux derniers,—joignez-y, non-seulement un *prémium* pour l'exportation du blé, qui balance ce qu'il y a de trop ridicule dans les deux premiers réglemens, mais la liberté des discussions sur l'extension qu'on doit donner à ce *prémium* pour que l'agriculture soit toujours au-dessus de toutes les rubriques du monopole,—permettez la plainte sur tout ce qui paroîtra déraisonnable sur tous les autres points,—méditez les effets nécessaires d'un amalgame aussi original,—& vous saurez pourquoi la nation qui favorise le plus ouvertement toutes les espèces de monopole chez elle, est néanmoins la plus fière des nations, & celle où la richesse se partage, se subdivise, & s'augmente, le plus tôt, le plus facilement, & avec le plus d'égalité.—C'est ma nation aujourd'hui ; j'ai le droit d'en parler avec liberté ; aucune raison ne peut m'empêcher d'en parler avec franchise ; & je suis plus intéressé à *sa vraie* prospérité, que beaucoup de ces bruyans déclamateurs qui paroissent en faire leur idole.

Idée fort singulière, mais assez préparée pour qu'on puisse la hasarder.

IL résulte, ce me semble, bien évidemment de tout ce que nous avons dit plus haut, & de beaucoup d'articles précédens, que la richesse des ogres est indissolublement attachée à l'aisance des travailleurs,—qu'il est physiquement impossible que celle-ci diminue, sans que la première éprouve le même désastre,—& que les preuves de l'état de l'une, suffisent pour démontrer celui de l'autre.—Mais comme il est permis de chercher le mieux après qu'on a trouvé le bien,—& que le bien dont il s'agit, se trouve simplement attaché à la remise exacte *du tiers* de la valeur des produits du travail au travailleur,—il ne sera pas hors de propos de chercher les inconvéniens qui résulteroient, NON PAS D'UN EXCÈS DE RÉCOMPENSE, *mais d'un peu de générosité*:—d'ailleurs je crois que ce problème, qui ne me paroît pas difficile à résoudre, donnera l'idée d'une formation assez singulière de capitaux, dont la réalité admise conduiroit à des développemens bien intéressans.

J'ai dit que la journée du travailleur seroit peut-être de 22 sols à la fin de la troisième époque ; j'en avois précédemment donné les raisons,—savoir, qu'à chaque nouvelle demande, à chaque nouveau débouché pour les denrées & les marchandises, les fermiers & les manufacturiers se disputent les travailleurs :—or comme les manufacturiers & les fermiers savent bien que, grâces au nouveau débouché, c'est-à-dire à la nouvelle consommation, il ne s'agit pour eux, dans leur dispute avec les travailleurs sur le prix, que d'un peu plus ou d'un peu moins de profit à faire dans la vente des nouveaux objets qu'ils veulent se procurer,—leur première démarche est toujours d'offrir aux travailleurs une petite augmentation de salaire,—à moins que les infernales corporations ne l'aient décidé autrement.—D'un autre côté le travailleur demandé en même tems par deux personnes, voit qu'il peut choisir, & qu'il seroit un fou s'il ne choisiroit pas le plus offrant ;—inconvenient d'autant moins dangereux, que ni l'un ni l'autre des deux offrans, n'ignorent (comme on vient de le voir) jusqu'à quel point ils peuvent offrir pour être toujours sûrs d'un bénéfice quelconque.

Supposons cependant qu'au lieu de 22 sols, qu'ils pourroient, & conséquemment devroient

donner, ils aillent jusqu'à 24 fols ;—qu'arrivera-t-il ?

La journée du travail *complete*, évaluée à 24 fols, embrasse le père, la mère, & deux enfans hors d'état de rien gagner :—il faut donc compter, sur un médium, 4 millions de ces journées *completes* à payer, pour les 16 millions de travailleurs supposés, *famille comprise* :—ainsi nous aurons une dépense journalière de 4 millions 800 mille livres,—qui, multipliés par les 300 jours de travail, font 1 milliard 728 millions.

En établissant au contraire la journée à 22 fols,—la même opération, dans la même circonstance de population & de journées de travail, ne présente qu'une dépense annuelle d'un milliard 584 millions.

La différence est 144 millions :—perte évidente, doit-on dire ;—sans doute, si elle n'est que partielle ; ou, pour s'exprimer avec plus de justesse,—ce sera certainement une perte pour celui qui donnera 24 fols, si trente autres n'en donnent que 22. Mais supposons que l'opération devienne générale en conséquence du moyen dont je parlerai bientôt ;—nous penserons peut-être

différemment sur cette prétendue perte, après avoir donné l'attention nécessaire aux trois considérations suivantes :—

Premièrement, quoique je n'aie encore parlé que d'une espèce d'ogres, il est cependant nécessaire d'en distinguer deux,—les grands, & les petits,—dévorant (très-heureusement !) les uns comme les autres, tout leur revenu jusqu'au dernier sol :—les grands, sont les 2000 ogres d'extraction & les ogres de nouvelle date, qui se forment, comme nous avons observé, à chaque renouvellement d'époque dans le nombre des préposés qui s'affranchissent successivement ;—les petits ogres sont les travailleurs, qui ne dévorent pas d'avance leur revenu, comme les grands sont quelquefois,—mais qui ne manquent jamais, grâces au ciel, de le dévorer à mesure qu'il arrive.

Secondement, nous savons que la certitude de la richesse n'est fondée que sur la certitude de la consommation, tant des ogres que de ceux qui ne le sont pas.

Troisièmement, nous savons aussi que le premier effet de la consommation augmentée, est une augmentation du prix des objets con-

fommés,—& bientôt après, une augmentation de la quantité de ces objets, qui souvent à la vérité les ramène à leur premier prix, mais qui ne forme pas moins un total de produits & de valeurs plus considérable.

Or nos petits ogres n'ont, année commune, que le tiers de la valeur des produits de leur travail, & les grands ogres ont tout le reste :—

Donc immédiatement après que la totalité des produits fera augmentée, *grâces à la consommation produite par la générosité*,—les deux tiers appartenant aux grands ogres seront augmentés, & se partageront nécessairement entre celui de la terre & celui de l'industrie :—

Donc alors, la richesse annuelle des grands ogres, au lieu d'avoir diminué de 144 millions, fera augmentée de 288 millions, & celle de l'État le fera de 432 :—

Donc en payant deux sols de plus à vos travailleurs, c'est-à-dire en dépensant annuellement 144 millions de plus, vous aurez créé dans l'État un nouveau capital de 2 milliards 880 millions,—parce que vous y aurez assuré une nouvelle consommation & reproduction annuelle de 432 millions.

Sans doute rien n'est plus diamétralement opposé, même à l'apparence du probable ;— mais avoit-on agité cette matière ? En avoit-on seulement eu l'idée ? N'auroit-on pas même regardé comme une folie de s'en occuper ?— Enfin j'ai passé le Rubicon, & j'avoue que je suis loin d'être effrayé du nouvel horison quoiqu'il s'étende à mesure que j'avance ; mais je désire bien ardemment, non pas en vérité pour la gloriole de l'idée, mais pour l'intérêt de beaucoup de millions de malheureux qui ne le sont peut-être que par l'ignorance de ce qu'il en coûte pour être injuste à leur égard & de ce qu'on gagneroit à être même un peu généreux,—oui, je désire bien ardemment, qu'on veuille en *France* s'occuper d'une question autrement intéressante que celle de l'étendue de son déficit & du prétendu embarras de ses finances ; embarras, j'ose le dire, dont la nullité sera aussi démontrée que celle de sa dette, après qu'on aura mûrement examiné mes principes. Ils peuvent l'être par-tout, & par-tout appréciés ; certainement ils le sont déjà en *Angleterre*.— Mais cette autre question qui intéresse plus immédiatement les riches comme les pauvres, l'Etat comme les particuliers, la cupidité comme la justice, le faste comme l'humanité,—ce n'est

qu'en *France* qu'elle peut être discutée sans passion, & décidée sans laisser ni doute ni inquiétude ;—ce n'est qu'en *France* qu'une Assemblée de Notables de toutes les parties du royaume pouvoit être unanime, non-seulement sur l'effet de la *prohibition des marchandises étrangères*, mais sur celui d'un droit capable d'affaiblir leur concurrence avec les nationales, de manière à procurer aux propriétaires de ces marchandises nationales, L'AVANTAGE PRÉJUDICIABLE A LA NATION, DE SE RENDRE LES MAÎTRES ABSOLUS & DES QUALITÉS & DES PRIX DE LEURS MARCHANDISES (voyez Observations des Notables du 23 Février 1787, page 97).

Ce n'est qu'en *France* qu'une Assemblée de Notables de toutes les parties du royaume, pouvoit être unanime à déclarer qu'une compagnie créée & protégée par le Ministre, & pourvue en conséquence d'un privilège exclusif, étoit *préjudiciable au mouvement général du commerce que la concurrence anime*,—& une occasion d'agiotages scandaleux ; (voyez mêmes Observations, page 98).—Ce n'est qu'en *France* qu'une Assemblée de Notables de toutes les parties du royaume pouvoit être unanime sur l'absurdité de prétendre anéantir la contrebande, sans anéantir cette disproportion ridicule des impôts, qui la justifie & la

nécessite, même au hasard des punitions atroces que le monopole a su lui faire infliger (voyez le total des mêmes Observations).—Ce n'est qu'en *France* qu'avec autant de lumières qu'en *Angleterre*, on a beaucoup moins de préjugés ;—là les préjugés ne font point l'ouvrage, encore moins un ressort du gouvernement ;—nés de l'ancienne ignorance, les préjugés n'y subsistent plus que par l'inattention, & n'attendent que le trait de lumière qui doit les dissiper & confondre tout ce qui s'oppose au plus grand intérêt du Prince, qu'on fait, *là*, ne former qu'un avec celui du peuple.—Je le répéterai donc sans autre intention que de dire la vérité ;—Ce n'est qu'en *France* que cette question peut être bien discutée ;—*Et ce n'est que depuis l'établissement des Assemblées Provinciales qu'elle peut l'être avec fruit* :—un Ministre qui auroit fait 20 fautes capitales, les eût toutes rachetées avec usure en aidant son maître à les établir ; (voyez *Troisième Suite*, page 11). Cet établissement précieux, en laissant à la *France* toute l'énergie & la dignité du gouvernement monarchique, affranchi désormais de ses inconvénients, & débarrassé des détails pour ne veiller qu'à l'intérêt de l'ensemble, donne de plus à cet heureux pays tout l'avantage d'une confédération de républiques uniquement occupées de leur intérieur,

sans principe de division entre elles, & sans raison de rivalité.

L'évidence qui suit de bien près une discussion libre sur tout ce qui n'est pas au-dessus de l'intelligence humaine, commande aussitôt l'unanimité : si l'évidence après la discussion se trouvoit en faveur d'une idée qui enchaîne aussi indissolublement l'intérêt du riche & celui du pauvre, que les Assemblées Provinciales enchaînent celui du Prince & celui du Peuple,—le règne du délire & de la misère est passé,—& la plus étonnante révolution, j'ose dire, la révolution la plus complète,—malgré tous les efforts de la sagacité politique,—coûtera moins à l'humanité entière, que le simple amusement du pugilat ne coûte trop souvent encore à des pays très-policés.



FIN DE LA QUATRIÈME SUITE.

